



ASSISES RÉGIONALES DE LA FORMATION

« OFFRE DE SERVICES ET CONSTRUCTION DES PARCOURS »

BIBLIOGRAPHIE

Le 4 novembre 2005

GIP Espace Compétences

Centre de Vie Agora, Bât A
ZI Les Paluds, BP 1002
13781 Aubagne Cedex

Tél.04 42 82 43 20 – Fax.04 42 82 43 32

Site Internet :

<http://www.espace-competences.org>

Formation Info

CARIF Provence – Alpes Côte d'Azur
Immeuble CMCI – 2 rue Henri Barbusse
13241 Marseille Cedex01

Tél.04 88 66 20 00 – Fax.04 88 66 20 20

Site internet :

<http://www.formation-info.org>

SOMMAIRE

<u>I : Les ouvrages :</u>	Page 4
<u>II : Les rapports, actes, thèses et mémoires :</u>	Page 11
<u>III : Les périodiques:</u>	Page 22
<u>IV : Les articles :</u>	Page 27

A Noter

Cette bibliographie commune à nos deux centres ressources n'est pas exhaustive. Elle reprend une sélection de références disponibles à l'emprunt ou consultables sur place voire en ligne.

Vous pouvez consulter la totalité des fonds documentaires consacrés à la VAE sur nos sites Internet respectifs :

GIP Espace Compétences

<http://alex.espace-competences.org>

Formation-Info

<http://alexandrie.carifpaca.org/>

I : Les ouvrages

BERNATET Catherine

Oser réussir l'insertion

Editions de l'Atelier (Les), pp.1-187, 2005

Résumé : A travers les résultats d'une recherche-action menée à Epinay-sur-Seine par la mission locale et le PLIE, cet ouvrage tente de déterminer les critères de réussite qui permettent une insertion professionnelle. Différents aspects sont traités : des politiques d'insertion, souvent inefficaces ou parcellaires, à la prise en compte des publics dans leurs diversités l'ouvrage pose également un regard sur les pratiques des professionnels en matière d'accompagnement et tente de donner quelques pistes (dont la transformation des relations entre accompagnant et accompagné) pour permettre individuellement et collectivement la réussite de chaque projet d'insertion.

Référence Espace Compétences. 11.0-22

Collectif d'auteurs

Initiative individuelle et formation : Contributions de la recherche, état des pratiques et étude bibliographique

L'HARMATTAN, 290 p., 01/10/2004

L'interrogation sur l'initiative de l'individu dans la demande de formation n'est pas une interrogation courante. Le sens commun considère implicitement que l'individu est favorable avec le fait de suivre une formation qui ne peut que lui être bénéfique. Les thèses sur l'évolution du travail accordent à priori un rôle central à l'individu et à ses capacités d'initiative : acteur de sa formation, entrepreneur de lui-même ... quelle que soit sa situation. Derrière ces discours, il semble pourtant que l'initiative individuelle soit souvent encadrée quand elle n'est pas niée ou imposée. (D'après le résumé)

Référence Formation info :3357

PAUL Maela

L'accompagnement : une posture professionnelle spécifique

L'Harmattan, pp.1-352, 2004

L'idée d'accompagnement a envahi depuis une quinzaine d'années tous les secteurs professionnels de la relation à autrui : thérapeutique, social, formatif ou management... Pour autant, désigne-t-elle un champ unifié de pratiques ? Peut-on, à travers la diversité des accompagnements (coaching,

counselling, tutorat, mentorat, parrainage, compagnonnage...), identifier des problématiques qui ont un « air de famille » ? Puisque la thématique n'est pas nouvelle, pourquoi ressurgit-elle aujourd'hui avec tant de force ? Qu'est-ce que l'accompagnement et qu'est-ce qu'accompagner veut dire ? Cette réflexion constitue une exploration du phénomène social que constitue la vogue de l'accompagnement. Elle soumet la prolifération dont il est l'objet à quelques principes organisateurs. Elle propose des repères pour déchiffrer tant ses usages sociaux que l'acte d'accompagner. Elle tente enfin de comprendre, au regard de la post-modernité, la spécificité d'une posture issue d'un fond traditionnel (initiatique, maïeutique, thérapeutique). A la fois porté par un mouvement de désubstantialisation et pris dans le leu de la régulation sociale, l'accompagnement apparaît comme une figure de l'absence, la marque en creux de ce qui lui existait antérieurement.

Référence Espace Compétences. 11.5-9

Regards croisés sur des pratiques d'orientation tout au long de la vie

Espace Formateurs, pp.1-239, 06/2004

Résumé : Ce livre est fait de témoignages de praticiens, soucieux de s'arrêter un instant et de laisser un indice sur le chemin parcouru. Ecrire ces textes a été avant tout pour eux, l'occasion de faire le point. Ainsi ce livre offre des repères pour tous les autres acteurs de l'orientation professionnelle. Chaque auteur a déposé dans cet ouvrage une parcelle de son expérience et de sa pratique accumulées, de ses questions aussi. La forme finale de cet ouvrage résulte de la confrontation des points de vue, de la juxtaposition des complémentarités et de la diversité des itinéraires parcourus. Les textes s'organisent autour de cinq préoccupations : Les perspectives plus ou moins proches de l'orientation professionnelle, la relation entre les personnes préoccupées de leur devenir et ceux auxquels elles demandent conseil, les lieux inattendus où se pratique aussi l'orientation professionnelle, la formation et les outils des praticiens, et la nécessité d'actions conjuguées de la part des différents acteurs individuels et institutionnels.

Référence Espace Compétences. 4.3-9

CASTRA Denis, DUBET François

L'insertion professionnelle des publics précaires

PUF, 243 p., 01/05/2004

Pourquoi les dispositifs d'insertion en France produisent-ils si peu d'accès à l'emploi ? En s'appuyant sur une approche psychosociale, ce livre analyse les représentations de ce secteur et montre l'impasse que constituent des approches trop centrées sur l'individu au détriment des contextes et des conduites concrètes. (D'après le résumé)

Référence Formation info :3276

Référence Espace Compétences. 11.0-7

BEL Maïten; DUBOUCHET Louis

Décentralisation de la formation professionnelle : un processus en voie d'achèvement ?

Editions de l'Aube, pp.1-153, 2004

Résumé : Le long mouvement de la décentralisation en France mis en œuvre depuis 20 ans maintenant est une donnée politique et administrative que personne ne conteste plus. En matière de formation, la nouvelle étape impulsée par le gouvernement Raffarin en 2004 pose un certain nombre de questions tant aux acteurs de sa mise en œuvre qu'au citoyen. L'égalité de traitement au profit du citoyen ou entre les territoires sera-t-elle assurée dans toutes les régions, les politiques mises en place seront-elles vraiment capables de prendre en compte les diversités territoriales et de créer de nouvelles modalités d'accès à la formation et à l'emploi ? L'observation des situations régionales dans ses aspects historiques, organisationnels est intégrée à une réflexion qui prend en compte les évolutions qui, d'ores et déjà, ont commencé à impacter les politiques régionales d'emploi et de formation.

Référence Espace Compétences. 10.41-7

Orientation professionnelle et politique publique: comment combler l'écart

Organisation de Coopération et de Développement économiques, pp.1-189, 2004

Résumé : Les pays de l'OCDE attachent une importance grandissante aux politiques de formation tout au long de la vie et aux politiques actives de l'emploi, en tant qu'instruments de la croissance économique et de l'équité sociale. Des systèmes efficaces d'information et d'orientation sont essentiels pour étayer la mise en œuvre de

ces politiques, et tous les citoyens doivent acquérir les compétences nécessaires pour gérer eux-mêmes leur évolution professionnelle. Cela dit, un grand décalage existe entre les objectifs des décideurs publics et les capacités des systèmes nationaux d'orientation. L'accès aux services est limité, surtout pour les adultes. Trop souvent, ces services ne donnent pas à leurs clients les moyens de gérer leur évolution professionnelle, mais se focalisent sur les décisions à prendre dans l'immédiat. Les systèmes de formation et de certification destinés à ceux qui dispensent ces services sont souvent inadaptés et inappropriés. La coordination entre les principaux ministères compétents et les parties prenantes est peu développée. La base de données est insuffisante pour permettre aux décideurs publics de bien piloter ces services, les lacunes étant relatives aux coûts, aux avantages, aux caractéristiques des clients ou encore aux résultats. De plus, les organismes assurant ces services ne font pas suffisamment appel aux TIC pas plus qu'à d'autres dispositifs rentables pour satisfaire les besoins des clients avec plus de souplesse. Basée sur un examen conduit dans 14 pays de l'OCDE, cette publication étudie les moyens qui pourraient éventuellement permettre de remédier au décalage entre les services d'orientation professionnelle et l'action gouvernementale. Elle préconise d'améliorer les mécanismes de coordination à l'échelle nationale, d'attacher une plus grande attention à la recherche et à la collecte de données pour éclairer l'action des décideurs. Elle recommande également de renforcer et de spécialiser davantage la formation des praticiens, et de créer des organismes d'orientation plus spécialisés pour assurer les services.

Référence Espace Compétences. 4.0-25

L'orientation professionnelle : guide pratique pour les décideurs

Organisation de Coopération et de Développement économiques, COMMISSION EUROPEENNE, pp.1-83, 2004

Résumé : L'action des services d'orientation professionnelle devient primordiale désormais afin de permettre la bonne gestion des carrières, des études, de l'emploi par toutes les populations actives. Or des enquêtes menées sur tous les continents montrent les insuffisances de ces services concernant l'organisation, l'accueil, les lignes directrices suivies. Ce guide tente d'apporter des éléments sur les lacunes constatées, fait un point sur les bonnes pratiques et propose des solutions en ce qui concerne l'orientation

professionnelle des jeunes ou des adultes. L'accès aux services d'orientation professionnelle ou l'amélioration des systèmes d'orientation professionnelle sont traités selon les mêmes modalités.

Référence Espace Compétences. 4.0-27

PIRIOU Odile, DENIEUIL Pierre-Noël

Développement des territoires, politiques de l'emploi et formation : l'approche territoriale un enjeu pour l'AFPA

L'HARMATTAN, 303 p., 01/11/2003

L'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) est chargée de l'exécution de la commande publique pour la formation, au sein du Service Public de l'Emploi. A l'heure de la décentralisation, elle est induite à évoluer d'un rôle de prestataire de formation, à un rôle d'ingénierie et d'accompagnement des populations sur leurs lieux de vie.

Reposant sur l'hypothèse du territoire comme force de développement, cet ouvrage relate la mise en place progressive de projets locaux en tenant compte des méandres institutionnels ainsi que des enjeux et des logiques professionnelles.

Ce livre touche au coeur des évolutions de la formation professionnelle en France, et de la formation "développement". Il préfigure une décentralisation non plus impulsée d'en haut mais recentrée par le bas au plus près des besoins de la société civile.

Référence Formation info :3301

Référence Espace Compétences. 9.12-14

GAUTIE Jérôme

Quelle troisième voie ? Repenser l'articulation entre marché du travail et protection sociale

Centre d'études de l'emploi, pp.1-39, 09/2003

Résumé : Les pays industriels avancés ont connu d'importantes mutations au cours des trente dernières années, aussi bien d'ordre économique (montée du chômage, de la précarité, des inégalités) que sociales (entrée des femmes sur le marché du travail, allongement de l'entrée dans la vie active, montée du divorce...). Ces évolutions ont contribué à mettre en porte-à-faux l'articulation entre marché du travail et protection sociale, qui avait émergé durant l'après - guerre. Le nouveau défi est notamment d'essayer de concilier flexibilité des marchés (et notamment du travail) et sécurité (économique et sociale) des personnes. Dans cette optique,

Giddens a avancé le concept de " troisième voie ". Mais ce dernier est relativement flou. À partir de ses principes généraux, ce n'est pas une mais (au moins) deux " troisièmes voies " qui semblent pouvoir être esquissées, la première se référant à " l'État social patrimonial " (Asset-Based Welfare), la seconde pouvant être reliée à la théorie des " marchés du travail transitionnels ". Ce sont en effet deux conceptions du fonctionnement du marché du travail et du rôle de la protection sociale, des régulations collectives et de l'individu lui-même qui s'opposent. Ces différences peuvent s'illustrer à partir des conceptions de deux éléments centraux aux deux modèles : la formation d'une part, " l'activation " d'autre part. Au total, deux conceptions de la citoyenneté sociale émergent : la première fondée sur les capitaux (au sens large), la seconde sur les "capacités".

Référence Espace Compétences. 10.0-24

AUBRET Jacques, GILBERT Patrick

L'évaluation des compétences

MARDAGA, 218 p., 24/06/2003

Après avoir posé les cadres d'analyse des notions impliquées par l'évaluation psychologique des compétences, les auteurs parcourent trois champs de mise en oeuvre : l'entreprise, la formation initiale et continue, la gestion des transitions professionnelles. Ils décrivent les pratiques typiques pour chacun de ces champs. Ils s'interrogent sur le sens et l'intérêt des garanties scientifiques recherchées par les psychologues en vue du diagnostic et du pronostic à finalité professionnelle, notamment à travers des démarches telles que le bilan de compétences. Les exposés théoriques et méthodologiques alternent avec des études de cas et des illustrations concrètes de pratiques d'évaluation.

La spécificité du psychologue dans l'évaluation des compétences et ses modes d'intervention sont clairement définis. Les enjeux personnels, sociaux et économiques associés à la référence à des logiques de compétence sont mis en évidence et rapportés aux impératifs déontologiques exprimés par les lois et les codes professionnels. (D'après le résumé)

Référence Formation info :3189

Référence Espace Compétences. 13.33-5

DEMOL Jean-Noël; POISSON Daniel; GERARD Christian

Accompagnements en formation d'adultes

Cahiers d'études du CUEEP (Les), pp.1-220, 04/2003

Résumé : Si les pratiques d'accompagnement en formation d'adulte ne datent pas d'hier, force est de constater qu'elles ont peut l'objet, jusqu'alors de réflexions formalisées ? Quelles postures privilégier ? Quel sens donner à l'accompagnement ? En quoi les niveaux personnel, organisationnel et institutionnel sont-ils concernés ? Qu'implique considérer le sujet au centres des conceptions et des pratiques ? Quelle éthique et quelle épistémologie de l'accompagnement peut-on concevoir ? Autant de questions parmi d'autre en toile de fonds de cet ouvrage. Les douze contributions ici rassemblées se proposent de les aborder. Les avancées permises apportent chacune à leur manière un éclairage contextué qui donne à penser en vue de l'action. Elles sont réalisées par des praticiens de l'accompagnement, des auteurs de recherche-action ou encore des enseignants - chercheurs. A cette variété de richesse de statuts différents s'ajoute l'origine universitaire plurielle des auteurs. Mélange heureux, semble-t-il, autour d'un même objet et d'orientations convergentes, dans un mouvement ouvert de pensée afin de faire.

Référence Espace Compétences. 7.13-16

KARSENTY Sylvie

Se former pour réussir sa vie professionnelle

VUIBERT, 189 p., 01/04/2003

Pour s'y retrouver dans le labyrinthe des formations professionnelles, cet ouvrage précise :

- Comment faire le point et s'orienter - (bilan de compétences, validation des acquis de l'expérience), qui informe, forme et finance ? ;
- Les diverses possibilités en fonction de l'âge, à l'initiative de l'employeur ou du salarié, si l'on est en poste ou à la recherche d'un emploi, intérimaire, salarié en CDD ou CDI...
- Les obligations des employeurs, les aides et avantages qu'ils en retirent, les dernières dispositions législatives.

Référence Formation info :3288

BEL Maïten; MEHAUT Philippe; MERIAUX Olivier

La décentralisation de la formation

professionnelle : quels changements dans la conduite de l'action publique ?

L'Harmattan, pp.1-252, 2003

Résumé : La décentralisation a depuis vingt ans essaimé dans toutes les directions : les politiques de formation professionnelle n'y ont pas échappé. Cet ouvrage se propose d'aborder cette thématique en observant le travail des acteurs locaux, l'émergence du concept de territoire, les conditions et les ressources de l'action publique.

Référence Espace Compétences. 10.41-3

Référence Formation info :3342

GUYOT Jean-Luc; MAINGUET Christine; VAN HAEPEREN Béatrice

La formation professionnelle continue : l'individu au cœur des dispositifs

De Boeck Université, pp.1-379, 2003

Résumé : S'appuyant sur des référents théoriques variés et l'analyse de données originales, les travaux rassemblés dans cet ouvrage apportent un éclairage nuancé sur la formation professionnelle continue envisagée sous l'angle individuel. Après avoir mis en perspectives les nouveaux contextes de formation continue, l'ouvrage aborde successivement la formation des personnes en emploi et des personnes en recherche d'emploi. Les contributions traitent des thèmes suivants : déterminants de l'accès à la formation continue, raisons de l'abandon, effets de la formation sur la mobilité horizontale ou verticale, effets sur l'évolution des salaires, résultats en terme d'insertion socioprofessionnelle et aspects pédagogiques de la formation en situation de travail.

Référence Espace Compétences. 10.20-1

Référence Formation info :3206

Collectif d'auteurs

Approches territoriales...Des regards différents sur les problèmes d'insertion, de formation et d'emploi

Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications, 95 p., 01/10/2002

Cet ouvrage présente trois contributions issues des travaux menés dans le cadre d'un groupe de travail "insertion et territoire" composé de membres de centres associés au céreq, du céreq et de la DPD, réunis autour des préoccupations relatives aux outils de connaissance et méthodologies mobilisés lorsqu'on aborde les relations formation-emploi-insertion à un niveau décentralisé.

1-"L'ouverture d'une formation : quelle

méthodologie, quelles informations pour l'aide à la décision ?"

2-"les "jeunes sans qualification" : qui sont-ils, combien sont-ils ?"

3-"Nouveaux métiers, emploi de demain, vieilles questions ?"

Référence Formation info :3161

Référence Espace Compétences. 9.12-10

BORDONE Jacques

Analyse économique et insertion

MB Editions, pp.1-337, 09/2002

Résumé : La crise économique, les différents phénomènes d'exclusion et la décentralisation ont fait de l'insertion un thème central de l'action des pouvoirs publics. ; et pourtant, est-ce une priorité, une évidence de l'action publique ? Qui doit mettre en œuvre les actions d'insertion ? Les pouvoirs publics ? Les associations ? Comment sont-elles sélectionnées, organisées ? Quelle politique d'évaluation peut affiner les dispositifs actuels ? Quel est le degré de rationalité et l'intérêt à agir de chacun des acteurs de l'insertion, élus, travailleurs sociaux, agents administratifs, personnes privées ? Quel rôle accorder à la subvention ? Quelle définition retenir de l'intérêt général ? Cet ouvrage donne à réfléchir sur une approche théorique de l'insertion en comparant des systèmes de pensée économique aux choix qui président aux orientations politiques.

Référence Espace Compétences. 11.0-16

NICOLE-DRANCOURT Chantal ,ROULLEAU-BERGER Laurence

L'insertion des jeunes en France

PUF, 128 p., 01/03/2002

En se fondant sur plusieurs enquêtes sociologiques récentes, l'ouvrage plaide pour un mode de lecture différent des pratiques d'insertion juvénile en insistant sur la capacité des individus à gérer et à transformer les situations complexes qu'ils rencontrent, situations inhérentes aux sociétés modernes en constante mutation.

Référence Formation info :3318

Référence Espace Compétences. 11.40-12

Pratiques d'accompagnement social et professionnel

CRAPT CARRLI, pp.1-109, 2002

Résumé : Ce recueil se focalise sur les différentes pratiques de l'accompagnement par le

biais de récits d'expériences vécues par les professionnels de l'insertion et de la formation. Sont examinées les notions et expériences d'accompagnement dans le cadre de dispositifs particuliers (parrainage, TRACE), de structures (ANPE), de publics (les sans domiciles fixes).

Référence Espace Compétences. 11.5-6

Cadre de référence des Dynamiques d'Insertion Professionnelle

C2RP - Centre Régional de Ressources Pédagogiques, pp.1-38, 02/04/2001

Résumé : Ce document s'inscrit dans le cadre d'une commande passée au cabinet COPAS par le Conseil Régional Nord Pas de Calais et le C2RP, et visant à produire " un cadre de référence " pour les actions de Dynamique d'Insertion Professionnelle. Il est destiné à constituer un outil de travail collectif pour les acteurs de la DIP (opérateurs de formation, structures d'accueil, services de la Région, autres partenaires). La finalité de la DIP est d'éviter que certains jeunes, en raison de leur histoire personnelle et du contexte social dans lequel elle s'est déroulée, soient exclus du droit à la formation et à l'insertion sociale et professionnelle. L'objectif est de mettre la personne en situation d'être acteur de sa propre démarche d'insertion, c'est-à-dire d'avoir le désir d'agir, la capacité d'agir de manière autonome, et la possibilité concrète d'agir.

Référence Espace Compétences. 11.5-5

COURBEBAISSSE Pierre

Guide pratique de la formation et de l'insertion professionnelle

Editions Juris service, pp.1-335, 02/2001

Résumé : Ce guide donne un aperçu des systèmes de formation et d'insertion professionnelle en France en abordant les thèmes de la formation en entreprise, celle des demandeurs d'emplois, des élus, la question de la décentralisation et de la régionalisation des politiques de formation, sans oublier le rôle des différents acteurs (organismes de formation, Union européenne, Etat, collectivités territoriales, partenaires sociaux..). Il donne enfin quelques pistes d'actions sur les actions à mener en matière d'accès à la formation, d'action des collectivités locales ou l'évolution du marché de la formation professionnelle..

Référence Espace Compétences. 10.20-22

Référence Formation info :3362

CANALS Valérie

Formation - insertion et transformation de la relation salariale

L'Harmattan, pp.1-255, 2001

Résumé : Liée à l'ampleur et à la durée du chômage, l'insertion professionnelle correspond à un processus en voie de structuration entre l'école et l'emploi. Au-delà de l'allongement de cette période, c'est son contenu même qui se transforme en particulier par la diffusion des séquences de formation. Ce temps de formation que nous nommerons formation - insertion, n'est pas de la formation initiale qui s'est achevée avec ou sans diplômes, à la fin de la scolarité. Il n'est pas non plus de la formation professionnelle continue comme prévue par la législation de 1971. En fait il est organisé via les dispositifs de formation issus de la politique publique de l'emploi. Dans le cadre de la société salariale, la formation -insertion modifie les relations entre formation et emploi et transforme les conditions d'entrée dans la vie active. A terme, son organisation fait évoluer les modes d'articulation entre les temps de formation et s'impose comme un levier des transformations structurelles de l'emploi.

Référence Espace Compétences. 11.0-14

GARZA BROWN Deanna;PAPILLON Pascal;PAPILLON Xavier

Accompagner les jeunes dans la réussite de leurs projets

Chronique Sociale, pp.1-128, 2001

Résumé : Composé de deux parties complémentaires destinées aux jeunes et aux professionnels, cet ouvrage se veut un guide méthodologique donnant accès à la connaissance de soi et des autres pour mettre en œuvre des projets de vie. La partie réservée aux jeunes intègre donc des tests et des questionnaires de personnalité complétés de conseils méthodologiques. La partie réservée aux professionnels se focalise sur des stratégies et des conseils à mettre en œuvre dans des processus d'accompagnement.

Référence Espace Compétences. 11.5-7

GAURON André

Formation tout au long de la vie

La Documentation française, pp.163, 2000

Résumé : La formation professionnelle est un instrument essentiel au service de l'égalité professionnelle et de la sécurité des parcours

professionnels. Elle est de plus au cœur de l'organisation productive contemporaine. Comparée à ses principaux partenaires, la France, qui s'est dotée d'un système original fondé sur une obligation faite aux entreprises de financer la formation professionnelle, est l'un des pays qui dépensent le plus pour la formation continue des salariés. Cependant, les inégalités d'accès à la formation au cours de la carrière - selon le sexe, l'âge ou la qualification des salariés, ou selon la taille des entreprises - semblent y être plus importantes que dans la plupart des autres pays développés. Ce contraste invite à approfondir l'analyse. Quel est l'impact des actions de formation professionnelle sur l'efficacité des entreprises et sur les gains et les perspectives professionnelles des salariés ? Quelles chances de réinsertion professionnelles procurent-elles aux personnes durablement éloignées du marché du travail ? Comment se réalise, dans le contexte français, l'adéquation de l'offre de formation à la demande des entreprises et des salariés ? Telles sont les questions soulevées dans le rapport rédigé par André Gauron. L'auteur suggère en outre plusieurs voies d'évolution du système français de formation professionnelle : mieux articuler formation initiale et formation continue ; remplacer pour les entreprises l'obligation de financer par une obligation de former comme élément du contrat de travail ; créer un droit à certification des compétences professionnelles ; faire porter un effort prioritaire sur les personnes à faible qualification ; rendre le marché de la formation plus transparent.

Référence Espace Compétences. 10.20-11

Référence Formation info :3092

HUBER Michel, BARBIER Jean-Marie

Apprendre en projets : la pédagogie du projet-élèves

CHRONIQUE SOCIALE, 192 p., 01/08/1999

La pédagogie du projet représente une avancée décisive dans l'organisation pédagogique. Elle engage une dynamique qui donne sens à l'acte d'apprendre. Savoirs et savoir-faire se tissent dans l'interaction sociale et la confrontation avec les matériaux mobilisés. La pédagogie du projet introduit dans la formation un espace d'investissement des personnes. S'inscrivant dans une tradition de recherche et de réflexion pédagogiques, Michel Huber nous offre un livre sur la pédagogie du projet articulant expériences concrètes et théorie. Il précise, notamment par le biais de nombreux schémas et tableaux, les

exigences méthodologiques indispensables à l'efficacité de cet outil.

Référence Formation info :3205

VASSILEFF, J.

Histoire de vie et pédagogie de projet

CHRONIQUE SOCIALE, 188 p., 01/03/1999

La pédagogie du projet se veut une pédagogie de l'autonomie : elle vise à développer la capacité de projection des individus ainsi que leur capacité d'adaptation. Cet ouvrage mêle histoire de vie de l'auteur, formateur de formateur à l'AFPA, comptant parmi les initiateurs de l'Institut de Pédagogie du Projet de Nantes, réflexion de fond sur le rôle de la formation et des formateurs et modalités de cette méthode pédagogique. Il met en lumière l'importance de l'autonomie dans la construction identitaire, dans la promotion des appétances personnelles et dans l'élaboration de stratégies individuelles.

Référence Formation info :3215

Référence Espace Compétences. 4.10-3

LORIOLE Marc;ASTIER Isabelle;DUMAT Hervé;FLEURY Sarah;PAGES Alexandre;REMONDI Laurent

Qu'est ce que l'insertion ? Entre pratiques institutionnelles et représentations sociales

L'Harmattan, pp.161, 1999

Résumé : Entreprise d'Insertion, Insertion par l'économique, Revenu Minimum d'Insertion, etc., tous ces dispositifs et bien d'autres se réfèrent à un même terme et le langage administratif, comme celui du travail social, s'est enrichi d'un nouveau mot. Pourtant, malgré cet usage de plus en plus fréquent, les sociologues restent prudents : la difficulté pour définir de façon précise ce que recouvre l'insertion, l'absence de formalisation théorique, la multiplicité des usages font que peu d'études ont cherché à prendre au sérieux ce terme, même si de nombreuses recherches ont été consacrées aux dispositifs qui "produisent" de l'insertion. Sans chercher à imposer de façon prématurée une définition académique de l'insertion, les différents auteurs de cet ouvrage tentent de répondre, en s'appuyant sur leur propre expérience de recherche, à cette même question : "Qu'est ce que l'insertion pour ceux qui - décideurs politiques ou acteurs de terrain- cherchent à développer ce type de dispositifs, et quel type de travail sur soi représentent-elle pour ceux à qui elle s'adresse?".

Référence Espace Compétences. 11.0-3

BIENAIME Dominique;PAVIET SALOMON Odile
Ingénierie et qualité dans les formations d'insertion : un outil d'intégration au service des demandeurs d'emploi

L'Harmattan, pp.1-265, 1999

Résumé : Les formations dites d'insertion ne se préoccupent guère de l'avis du formé quant à la qualité de celle-ci, la formation répond le plus souvent aux dispositions des politiques qu'à l'étude d'une véritable demande. C'est sans nul doute une des raisons expliquant le faible retour à l'emploi des demandeurs d'emploi qui sont assujettis à ce genre de mesure. Ce livre veut induire une réflexion théorique et pragmatique sur les moyens d'optimisation de ces dispositifs dans un réel souci de mise en œuvre de formation d'insertion de qualité.

Référence Espace Compétences. 7.10-16

Référence Formation info :2047

CHIOUSSE Sylvie;WERQUIN Patrick

Conseil et orientation professionnelle tout au long de la vie

Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle, Fondation Européenne pour l'Amélioration des Conditions de Vie et de Travail, pp.84, 1998

Résumé : Ce document de synthèse s'adresse à tous les décideurs, acteurs ou même utilisateurs de conseil en matière d'insertion professionnelle ou d'intégration sociale au sens large. Il répond pour partie à tous ceux qui s'interrogent sur ces notions de publics cibles et de forme d'action. Il isole très clairement des domaines inégalement explorés et prend quelque peu à contre pied l'idée selon laquelle l'insertion professionnelle est le seul et unique but. Ce document énumère un ensemble de solutions intermédiaires expérimentées, ou seulement préconisées, ça et là. Il reste toutefois très en ligne avec les différentes actions de l'Union européenne en faveur de l'emploi. Les lignes qui suivent tentent de dégager les éléments récurrents dans les textes de référence, mais aussi des grandes lignes d'analyse et de débats potentiels. Le souci d'en tirer des recommandations concrètes est donc présent dans tout le texte.

Référence Espace Compétences. 4.0-12

II : Les rapports, actes, thèses et mémoires

THARIN Irène

Orientation, réussite scolaire : ensemble relevons le défi

, pp.1-73, 09/2005

Résumé : Chargée par le Premier ministre d'une mission parlementaire relative à la réussite des jeunes, du collège à l'université, Irène Tharin juge inquiétant le problème de l'échec scolaire et universitaire. Elle note un déficit de connaissance de l'entreprise et de l'apprentissage. L'auteur fait le point sur les réformes en cours (dont la mise en place du dispositif LMD - Licence, Master, Doctorat) et celles qui sont inachevées (parmi lesquelles l'égalité des chances entre filles et garçons dans le système éducatif). L'auteur se concentre ensuite sur les moyens d'assurer une orientation efficace et revient notamment sur le rôle des conseillers d'orientation. Elle appelle à des changements de pratique, prône une nouvelle approche du monde du travail et insiste sur la nécessité d'une formation tout au long de la vie.

Référence Espace Compétences. 4.0-28

KAROUTCHI Roger

Rapport d'information fait au nom de l'Observatoire de la décentralisation sur la décentralisation de la formation professionnelle et de l'apprentissage

SENAT, pp.1-79, 05/07/2005

Résumé : Ce rapport revient sur les processus de décentralisation déjà engagés dans le cadre de la décentralisation des années 80 en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Cet historique met en exergue la place des régions et leurs compétences dans l'élaboration d'une politique spécifique de formation professionnelle et d'apprentissage. La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux collectivités locales a quelque peu changé la donne. Ces modifications, notamment au niveau des transferts financiers de compétences sont examinés, de même que l'incidence de la décentralisation sur des structures comme l'AFPA. Une grande partie du rapport étudie la décentralisation des formations sanitaires et sociales tant au niveau de la prise en charge des filières de formation par les régions qu'au niveau des règles générales de compensation financière permettant aux régions de prendre ces formations spécifiques en charge.

Référence Espace Compétences. 10.41-8

Référence Formation info :3328

Collectif d'auteurs

Validation des acquis de l'expérience : du droit individuel à l'atout collectif

IGAS, 198 p., 01/06/2005

Créé par la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002, le droit individuel à la validation des acquis de l'expérience (VAE) permet d'accéder, à partir de trois années d'expérience professionnelle ou bénévole, à tout ou partie des titres ou diplômes à finalité professionnelle, quel qu'en soit le niveau, désormais regroupés sous l'appellation de certification professionnelle. La certification est délivrée par les différents ministères ou sous leur contrôle, par les chambres consulaires et des organismes privés ou associatifs.

S'interrogeant sur la façon de renforcer ce dispositif, les auteurs de ce rapport analysent dans un premier temps le rôle national de certificateur des deux ministères sociaux, dans le nouveau contexte créé par la loi de janvier 2002.

Dans une deuxième partie, ils évaluent les dispositifs de validation et d'accompagnement en insistant sur les éléments à consolider.

Ils analysent enfin l'articulation entre le droit individuel à la VAE et l'action collective s'inscrivant sur le terrain, par le dialogue social, dans les politiques publiques de l'emploi et de l'égalité des chances.

Sont résumées, en fin de rapport, les actions proposées pour faire passer la VAE à une nouvelle phase de développement, passant du droit individuel, reconnu depuis 2002, à l'émergence d'un "atout collectif", pour l'économie et la société. (D'après le résumé)

Référence Formation info :3337

La sécurité de l'emploi : face aux défis des transformations économiques

Conseil de l'Emploi, des Revenus et de la Cohésion Sociale, pp.1-184, 02/2005

Résumé : Dans son cinquième rapport, le CERC a souhaité apporter un éclairage sur ce que sont et comment évoluent l'instabilité (perdre ou quitter son emploi) et l'insécurité de l'emploi (perdre son emploi et être durablement au chômage). La première partie propose, dans une note de synthèse, un état des lieux de la sécurité de

l'emploi face aux contraintes de l'environnement économique et aux caractéristiques des salariés (mobilité des salariés, instabilité de l'emploi, disparités de l'instabilité et de l'insécurité de l'emploi...). Les analyses du CERC sont détaillées dans sept cahiers (transformations de l'emploi et risques ; phénomènes d'instabilité et d'insécurité de l'emploi ; flexibilité et cadre juridique ; sentiment d'insécurité ; instabilité de l'emploi et protection sociale ; indemnisation du chômage ; formation permanente).

Référence Espace Compétences. 10.0-22

VERMES Jean-Paul

L'orientation tout au long de la vie

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, pp.1-62 (hors annexes), 10/02/2005

Résumé : L'orientation n'est plus seulement une pratique dévolue aux jeunes scolarisés. Cette notion est devenue multidimensionnelle : la notion d'orientation tout au long de la vie est apparue récemment. Après avoir retracé l'histoire de l'orientation scolaire et l'émergence de l'orientation " continue ", ce rapport s'attelle à mettre en valeur la nécessité de mobiliser les partenaires institutionnels et de s'exercer à la démarche d'orientation tout au long de la vie. Des propositions (meilleure information sur les filières et les métiers, promotion de l'enseignement professionnel et de l'éducation à l'orientation, rapprochement des services d'orientation dans les bassins d'emploi) sont formulées.

Référence Espace Compétences. 4.4-2

Référence Formation info :3385

EDOUARD François

Conséquences sur l'emploi et le travail des stratégies d'externalisation d'activités

Conseil Economique et Social, pp.1-161, 2005

Résumé : L'essor des stratégies d'externalisation en France soulève un certain nombre de questions au regard de leurs conséquences sur l'emploi et le travail, et justifie une réflexion sur les moyens d'éviter les plus négatives d'entre-elles. Dans son avis le Conseil économique et social tente de concilier l'impératif de compétitivité des entreprises et l'aspiration des personnes à la sécurisation de leurs parcours professionnels, en inscrivant l'externalisation dans une dynamique positive et responsable.

Référence Espace Compétences. 10.0-29

La vie demain avec la formation : enjeux et

perspectives

Fédération de la Formation Professionnelle, pp.1-56, 2004

Résumé : La Biennale organisée par la Fédération de la Formation Professionnelle en mars 2004 a eu pour principale thématique la détermination des nouveaux enjeux mis en mouvement par l'accord national interprofessionnel sur la formation adopté par les partenaires sociaux. Les ateliers proposés étaient les suivants : " Comment la profession doit-elle évoluer pour répondre efficacement aux besoins du marché ? " ; " Construire une nouvelle offre de formation " ; " Quelle assurance professionnelle peut représenter la formation ? ". Le compte-rendu de ces tables rondes est donné ainsi que les travaux préparatoires ayant donné matière à débat.

Référence Espace Compétences. 10.20-40

La vie demain avec la formation : synthèse des ateliers de la FFP

Fédération de la Formation Professionnelle, pp.1-31, 2004

Résumé : Ces synthèses ont été rédigées avant la Biennale organisée par la FFP pour servir d'axes de réflexion lors des ateliers. Les thèmes en étaient les suivants : " Comment la profession doit-elle évoluer pour répondre efficacement aux besoins du marché ? " ; " Construire une nouvelle offre de formation " ; " Quelle assurance professionnelle peut représenter la formation ? ". Cette publication met les travaux des experts consultés en valeur.

Référence Espace Compétences. 10.20-41

CAHUC Pierre; KRAMARZ Francis

De la précarité à la Mobilité : Vers une Sécurité Sociale Professionnelle

, pp.1-213, 02/12/2004

Résumé : Ce rapport plaide pour l'instauration d'une sécurité sociale professionnelle au regard de la situation actuelle où la précarité de l'emploi semble être la règle. Cette sécurité sociale professionnelle permettrait de faciliter les transitions professionnelles et la création d'emploi au moyen de trois objectifs : l'amélioration de la prise en charge des demandeurs d'emploi par les services de l'Etat, l'accès plus facile aux diplômes et aux différents secteurs d'activité, la création d'un contrat unique à durée indéterminée. Après des constats chiffrés, ce rapport détaille donc les mesures à mettre en œuvre au niveau de l'insertion des demandeurs d'emploi

(accompagnement renforcé, réforme du service public de l'emploi et de l'indemnisation du chômage notamment), au niveau de l'ouverture aux différents secteurs, métiers et diplômés (formation initiale et continue, rôle de la VAE) afin de remédier à des phénomènes de tensions et à des réglementations quelquefois trop strictes. L'unification du contrat de travail est l'autre grand axe de ce rapport : il donne les principes de la politique française de protection de l'emploi, ses inconvénients et propose la piste du contrat de travail unique expérimenté pour quelques secteurs d'activités ou publics.

Référence Espace Compétences. 10.0-13

Référence Formation info :3387

Collectif d'auteurs

De l'éducation permanente à la formation tout au long de la vie

L'HARMATTAN, pp 11-77, 01/12/2004

Ce numéro de la revue "Savoirs" propose un dossier sur la notion d'éducation permanente et son évolution depuis 1960. A l'heure de la réforme de la formation professionnelle continue, les auteurs analysent, à travers une note de synthèse et un débat entre spécialistes du domaine de la formation, les changements de vocables et de cadre juridique et administratif. A la lumière de l'histoire, ils tentent de relativiser les bouleversements attendus et s'attachent à révéler ce qui tient réellement de l'innovation. Pour certains "la disparition de la terminologie de l'éducation (permanente) au profit du vocabulaire de la formation professionnelle (tout au long de la vie ...) renforce ainsi la thèse sur la progressive absorption de la dimension culturelle et éducative par l'obsession de la compétence et de l'emploi". Dans le même temps, celle-ci confère "au rapport individuel à la formation et à la construction de projet de vie professionnelle un sens nouveau".

Référence Formation info :3358

Collectif d'auteurs

A la découverte du métier : de l'orientation à l'insertion professionnelle de 1000 apprentis en PACA

ORM, 53 p., 01/11/2004

La Région a initié en 2000, avec l'Observatoire régional des métiers, une étude visant à suivre sur trois ans le parcours de 1000 apprentis préparant un CAP ou un BEP en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette publication, basée sur une enquête réalisée auprès des apprentis eux-même, permet de mieux

comprendre la diversité des usages de l'apprentissage, les attentes, les satisfactions et les difficultés de ces jeunes. Elle envisage également l'impact du contrat d'apprentissage sur leur insertion professionnelle. Les conclusions de cette étude portent sur l'orientation, l'expérience en entreprise et sur le rôle des centres de formation d'apprentis.

Référence Formation info :3304

Les évolutions de la formation professionnelle continue : l'impact de la loi du 4 mai 2004

Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques, pp.1-39, 28/09/2004

Résumé : Cette synthèse analyse les interventions faites par les chercheurs lors d'un colloque organisé par la DARES sur la thématique de l'évolution de la formation professionnelle continue. Le document revient sur trois ateliers portant sur les lieux d'élaboration de la norme juridique (branches professionnelles, entreprise, interprofessionnel, régions et territoires), sur les "catégories structurantes" issues de la loi sur la formation professionnelle et le dialogue social (individualisation de la formation et personnalisation des droits des salariés, place de l'initiative individuelle), sur la formation tout au long de la vie, les parcours de formation et la sécurisation des trajectoires.

Référence Espace Compétences. 10.21-5

Référence Formation info :3386

Direction de la formation professionnelle et de l'apprentissage

Formation professionnelle continue et apprentissage en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

CONSEIL REGIONAL PACA, 67 p., 01/05/2004

Ce document, réalisé par la Direction de la Formation et de l'Apprentissage, présente de manière synthétique l'ensemble des programmes, actions, projets menés par la Région Provence-Alpes Côte d'Azur en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. Une première partie porte sur le Programme Régional d'Apprentissage (PRA).

Les Programmes Régionaux de formation sont abordés dans un second temps. Dans ce chapitre sont successivement définis : la commande publique régionale en matière de formations préparatoires à l'emploi et à la qualification, de formations qualifiantes et de formations professionnalisantes ainsi que les différents

dispositifs subventionnés parmi lesquels figurent, entre autres, les formations de l'enseignement supérieur, les aides individuelles à la formation, les espaces ouverts d'éducation permanente, la formation des personnes handicapées et la formation des salariés.

Une troisième et dernière partie est consacrée à l'accompagnement des usagers et de l'offre de formation (Réseau d'accueil, d'information et d'orientation des jeunes, Service d'orientation professionnelle, VAE...)

Référence Formation info :3336

REGNAULT Régis;VERNEDOUB Marie-France

Pour une politique régionale coordonnée d'accueil, d'information et d'orientation

Comité de Coordination des Programmes Régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle, pp.1-39, 01/2004

Résumé : Comment tenter de remédier au manque de visibilité des services d'accueil, d'information et d'orientation dans les territoires français, éviter le cloisonnement des services malgré des tentatives de mise en réseau ? Ce rapport s'appuie sur les réflexions concrètes d'un groupe de travail qui réalise un état des lieux critique sur les offres de services et les limites de ces mêmes services avant de proposer des pistes de développement pour favoriser une orientation tout au long de la vie grâce notamment à l'établissement d'un service public régional de l'orientation qui devrait néanmoins être guidé par une politique régionale cohérente.

Référence Espace Compétences. 10.40-13

Référence Formation info :3373

TRICOCHÉ Jean-Claude,CCPR

Redéfinition de l'action de formation

Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue, 27 p., 01/01/2004

La définition de l'action de formation constitue le socle de la concertation et de la coordination entre les grands décideurs et financeurs de la formation professionnelle (Etat, Régions, partenaires sociaux). Dans sa réflexion tripartite sur la construction de l'offre de formation en région, le Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue a établi un certain nombre de constats, tirés de l'analyse des pratiques et consignés dans ce rapport, sur la nécessité d'une redéfinition de l'action de formation.

Une demande sociale d'individualisation des formations, l'évolution des publics, les nouvelles formes d'enseignement ainsi que le nouveau Code des marchés publics comptent parmi les facteurs qui l'ont conduit à s'interroger sur l'utilisation de ce concept dans la législation et sur la transmission de la connaissance aux individus dans un objectif de formation tout au long de la vie. Après cet état des lieux, le Comité de coordination met en exergue les enjeux de cette redéfinition et formule quatre recommandations pour l'édification de la formation tout au long de la vie.

Référence Formation info :3372

Référence Espace Compétences. 7.10-23

CHEVREUL Philippe,CCPR

Evaluation des politiques régionales de la formation professionnelle continue : rapport d'évaluation (exercice 2000 -2002)

Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue, 274 p., 01/01/2004

Le comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue conduit tous les trois ans l'évaluation des politiques régionales de formation professionnelle initiale et continue dont il transmet le rapport au Parlement. Le présent rapport se réfère à la période 2000-2002.

L'évaluation porte sur le développement de la concertation et de la coordination entre les acteurs publics et les acteurs économiques et sociaux intervenant en région. Elle contribue à mutualiser les innovations entre régions.

Ce document rassemble en un volume et un cd-rom différents travaux :

- Le rapport d'évaluation des politiques régionales de formation professionnelle initiale et continue adopté par le Comité de coordination le 14 janvier 2004 ;

- L'étude thématique relative à la coopération et la concertation en région entre les acteurs publics et les acteurs économiques et sociaux réalisée par EUREVAL-C3E ;

- La note de synthèse sur la mise en regard des différents travaux quantitatifs réalisée par le CEREQ ;

- Les typologies et spécificités régionales (CEREQ, THEMA)

- Les portraits statistiques réalisés par le CEREQ.

Référence Formation info :3262

*Haut comité éducation-économie-emploi, GAURON
André*

VAE, construire une professionnalisation durable : Rapport d'étape

LA DOCUMENTATION FRANCAISE, 128 p.,
01/01/2004

En ouvrant la possibilité d'accéder sur la base des seuls acquis de l'expérience professionnelle aux mêmes diplômes que ceux délivrés en formation initiale, la loi du 17 janvier 2002 reconnaît l'existence d'une voie alternative d'accès à des titres professionnels. Elle répond aux besoins, tant des individus que des entreprises, de pouvoir faire reconnaître sur le marché du travail au-delà des diplômes attestant des connaissances acquises à l'issue d'une formation, les compétences effectives de chacun acquises tout au long d'un parcours professionnel. Au moment où l'école fait l'objet d'un vaste débat préparant une nouvelle loi d'orientation, le haut Comité a souhaité rappeler que celui-ci ne pouvait pas se limiter au seul horizon de la scolarité, mais devait prendre en compte les exigences de la professionnalisation tout au long de la vie.

Référence Formation info :3341

GIRET Jean-François

Parcours étudiants : de l'enseignement supérieur au marché du travail

CEREQ, 86 p., 01/11/2003

Les différentes contributions regroupées dans cet ouvrage proposent une grille de lecture des interactions entre les parcours de formation et d'insertion professionnelle des jeunes. La majorité d'entre elles montrent que le processus d'insertion s'amorce au sein du système éducatif à chaque étape du parcours universitaire, lorsque se construisent les stratégies des jeunes.

La problématique "Existe-t-il une stratégie rationnelle des jeunes dans le but d'acquérir des compétences ?" ou "Existe-t-il au contraire un déterminisme structurel qui ne fait que reproduire les inégalités et favoriser certains aussi bien dans leurs parcours universitaire que dans leur parcours professionnel ?" est au coeur des débats. Tous les auteurs s'accordent, cependant, sur l'intérêt de prendre en compte la diversité des parcours universitaires dans les stratégies professionnelles des jeunes.

Référence Formation info :3254

DUTREIL Renaud

Moderniser l'apprentissage : 50 propositions pour former plus et mieux

MINISTERE DELEGUE AUX PME,AU
COMMERCE,A L'ARTISANAT, 103 p.,
01/10/2003

Le rapport présente cinquante propositions pour moderniser et rendre plus attractif l'apprentissage. Ces propositions s'articulent autour des cinq axes suivants : renouveler l'image de l'apprentissage et améliorer l'orientation des jeunes vers ces filières ; permettre le développement de parcours de formation adaptés au profil et au projet de chaque jeune ; revaloriser la condition de l'apprenti ; rendre plus simple et attractive, pour les entreprises, la formation d'apprentis ; améliorer l'organisation et le financement du dispositif de l'apprentissage. (D'après le résumé)

Référence Formation info :3350

Collectif d'auteurs

Les évolutions de la formation professionnelle : regards croisés - Actes du séminaire de la DARES 2002 sur le droit de la formation professionnelle

MINISTERE

TRAVAIL,EMPLOI,FORMATION PRO.

DARES, 306 p., 01/09/2003

Cet ouvrage consigne les actes du séminaire de la DARES (Direction de l'Animation de la recherche, des études et des statistiques du Ministère chargé de l'emploi) sur le droit de la formation professionnelle, organisé en 2002. Il propose des éléments d'analyse et des pistes d'interrogations et de recherches sur ce thème et les usages qui en sont faits. Il réunit les contributions de chercheurs issus de plusieurs disciplines et de partenaires institutionnels ainsi que les débats auxquels ont été associés les partenaires sociaux. Son contenu est organisé en cinq parties :

- Approches historiques du droit de la formation professionnelle,
- Rôle des partenaires sociaux dans l'organisation juridique de la formation professionnelle,
- Diversité des lieux d'élaboration de la norme juridique,
- Catégories structurantes du droit de la formation professionnelle en question,
- Reconnaissance de la formation professionnelle.

Référence Formation info :3281

LACHMANN Henri

De " la formation tout au long de la vie " à l'employabilité

Institut Montaigne, pp.1-53, 09/2003

Résumé : Le concept de formation tout au long de la vie, souvent employé, a du mal à s'incarner concrètement. Ce rapport fait des propositions tournées notamment vers le développement et la gestion des compétences professionnelles en partant de constats démographiques, économiques, sociaux. Il pointe également les inégalités d'accès à la formation continue et le système de financement des actions de formation. Des propositions sont faites en matière d'action concrètes pour un continuum entre formation initiale et insertion professionnelle, une mise en œuvre de la décentralisation et du principe de responsabilité.

Référence Espace Compétences. 10.20-37

PERISSOL Pierre-André

Régionalisation de la formation professionnelle

, pp.1-20, 23/06/2003

Résumé : Ce rapport présente des propositions relatives à la régionalisation de la formation professionnelle. Pierre-André Périssol recommande de transférer aux régions l'ensemble de la commande publique de la formation aux métiers, ce qui nécessite de clarifier ce qui relève de la politique de l'emploi - du ressort de l'Etat - et ce qui relève de la politique de la formation - du ressort de la région. L'élaboration d'une carte des formations professionnalisantes initiales est également proposée. La région doit par ailleurs se voir attribuer un rôle pilote en matière d'accueil, d'information et d'orientation et dans le domaine de la validation des acquis de l'expérience. Les deux dernières propositions visent, d'une part, à organiser la concertation régionale entre les différents acteurs de la formation professionnelle autour de l'élaboration d'un plan d'orientation stratégique et, d'autre part, à introduire une part de logique territoriale dans la collecte de la taxe d'apprentissage.

Référence Espace Compétences. 10.41-1

Référence Formation info :3382

CHEVREUL Philippe

Quelle décentralisation de la formation professionnelle pour demain ?

Comité de Coordination des Programmes Régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle, pp.1-36, 05/2003

Résumé : Le mouvement de décentralisation

engagé dans une nouvelle étape induit la nécessité de changer de politique de formation professionnelle. Les principes de cette nouvelle étape doit inclure les objectifs, la définition des compétences de chaque acteur, la concertation régionale, la modernisation de l'action publique. Les enjeux de cette décentralisation sont posés à savoir : l'expression des besoins des personnes et des territoires, le pilotage des politiques AIO, la construction de l'offre de formation professionnelle initiale et continue ainsi que son rapprochement, les politiques d'insertion professionnelle, l'articulation des politiques d'emploi et de formation, l'évaluation des politiques régionales de formation professionnelle, la mise en œuvre d'une concertation nationale.

Référence Espace Compétences. 10.41-9

Référence Formation info :3343

Groupe de travail CCPR : Les politiques d'accueil, d'information, et d'orientation : séance du 7 mars 2003

Comité de Coordination des Programmes Régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle, pp.1-35, 03/2003

Résumé : Cette synthèse revient sur le rapport Chevreul concernant la décentralisation de la formation professionnelle et effectue des préconisations notamment sur la politique d'AIO (Accueil, Information, Orientation) après avoir rappelé la méthodologie utilisée.

Référence Espace Compétences. 10.41-6

PERISSOL Pierre-André

Rapport d'Etape : Régionalisation de la formation professionnelle

, pp.1-11, 03/2003

Résumé : Le choix d'une décentralisation effective aux régions de la formation professionnelle (hors formation continue qui relève du champ de négociation des partenaires sociaux) aurait un impact fort, car il s'agit de la préparation aux métiers et donc d'un facteur déterminant de l'accès à l'emploi. Si la régionalisation des formations professionnelles se limite à une étape de plus, comme ce qui a été précédemment, elle aura très peu d'impact. La réforme n'aura d'effet positif que si elle investit la région d'une responsabilité claire et lisible pour l'opinion, en lui donnant les moyens d'instaurer une cohérence entre les dispositifs, de créer une véritable concertation entre tous les acteurs et

d'optimiser l'adéquation entre l'offre et les besoins. Les différents points abordés dans ce rapport d'étape sont les suivants :

- afin de donner aux Régions une responsabilité réelle, identifiée et claire en matière de formations professionnalisantes, leur périmètre de compétences doit être défini.

- Transférer aux Régions l'ensemble de la commande publique de la formation aux métiers nécessite de clarifier ce qui relève de la politique de l'emploi - du ressort de l'Etat - et ce qui relève de la politique de la formation - du ressort des Régions.

- En matière de formations professionnalisantes initiales, la priorité consiste à ce que la carte des formations arrêtée soit réellement mise en œuvre.

- L'accueil, l'information, l'orientation sont très directement liés au domaine de la préparation aux métiers. La région doit ainsi se voir reconnu un rôle pilote en ce domaine. Elle doit surtout pouvoir se doter de moyens pour définir puis exercer ce rôle.

- Une concertation correctement structurée entre les différents acteurs et menée avec l'ensemble des partenaires concernés est indispensable.

Cette première étape a permis de dégager des principes susceptibles de définir les orientations de la décentralisation. L'essentiel pour le gouvernement c'est de s'assurer qu'en confiant aux Régions la compétence de l'ensemble des formations professionnalisantes et de la préparation aux métiers, on parvienne à améliorer la performance globale du système de formation et de l'économie. La validation des acquis de l'expérience, l'organisation du dialogue social au niveau régional, les indicateurs et méthodes d'évaluation et l'apprentissage sont des sujets qui mériteront des analyses complémentaires.

Référence Espace Compétences. 10.41-5

AMEF

Recrutement et emploi des jeunes - Comment former les professionnels de demain ? : Actes des colloques de l'AMEF

PUF, 368 p., 01/12/2002

Cet ouvrage regroupe les actes des six colloques de l'Association Métiers, Entreprises et Formations (AMEF) consacrés sous des angles divers à l'orientation, au recrutement et à l'emploi des jeunes. Ces débats ont eu lieu de mars 1997 à février 2002.

Les thématiques abordées sont les suivantes :

- "Le recrutement des jeunes : un nouveau défi ?"

- "Une nouvelle formation universitaire : la licence professionnelle"

- "La validation des acquis professionnels des salariés"

- "Les formations en alternance : quelles formations pour les métiers de demain ?"

- "Orientation, Réorientation : quel avenir pour les jeunes ?"

- "Les métiers en émergence : quelles formations pour quels métiers ?"

Référence Formation info :3323

Les dispositifs préparatoires à l'emploi et à la qualification : dispositifs, pratiques, perspectives

Centre INFFO, pp.1-45, 12/2002

Résumé : Ce compte -rendu de la journée organisée au Conseil régional PACA avec le concours du Centre INFFO donne un aperçu de l'évolution des dispositifs régionaux de préparation à l'emploi et à la qualification de 1994 à 2002 avant de présenter quelques dispositifs innovants comme les plates-formes de service et de formation, les espaces de socialisation, le contrat d'accès à la qualification.

Référence Espace Compétences. 10.50-4

Les pratiques régionales pour améliorer la qualité et l'offre de formation professionnelle et d'apprentissage

Comité de Coordination des Programmes Régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle, pp.1-38, 30/10/2002

Résumé : Les Actes de ce deuxième Atelier "sur les pratiques régionales pour améliorer la qualité et l'offre de formation professionnelle" et d'apprentissage reprennent l'essentiel des différentes interventions de la journée organisée par le CCPR en collaboration avec le Centre Inffo et la DGEFP. Cette journée de travail a permis de brosser un état des lieux des pratiques régionales autour de la qualité, préoccupation largement partagée par tous les acteurs et qui suscite encore bien des interrogations.

Référence Espace Compétences. 10.40-4

INSTITUT DE RECHERCHES DE LA FSU

Toute la vie pour apprendre : un slogan ou un véritable droit pour toutes et pour tous ?

SYLLEPSE, 478 p., 01/07/2002

Le thème de l'éducation tout au long de la vie, concept né au sein de l'OCDE, relayé dans les réflexions de l'Union européenne et des

partenaires sociaux, a fait l'objet du colloque intitulé "Une mission nouvelle pour le service public : l'éducation tout au long de la vie, pour la qualification et sa validation", organisé par l'IRHESC, en décembre 2001. Ce livre reprend la plupart des interventions qui l'ont animé, en considérant l'éducation permanente comme un enjeu social.

Après avoir abordé le contexte historique dans lequel ce nouveau paradigme a émergé, l'ouvrage décrit les débats suscités, au niveau international, dans le cadre de négociations collectives et d'actes législatifs. Il explore ensuite les conditions d'accès à la qualification et le rôle du service public, confronté à la marchandisation et à la territorialisation de l'offre de formation. Il s'interroge également sur la certification des acquis de l'expérience dans une perspective nationale et européenne. Une réflexion sur les enjeux éducatifs liés aux technologies de l'information et de la communication clôt cette publication.

Référence Formation info :3222

CCPR

Mission d'échange d'informations et de pratiques, d'évaluation et de capitalisation sur les expérimentations lancées par Mme Péry dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle

Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue, 54 p., 01/06/2002

Mme Nicole Péry a confié au Comité de coordination, en tant qu'instance de concertation tripartite associant les Conseils régionaux, les partenaires sociaux et l'Etat, une mission d'échange d'informations et de pratiques, d'évaluation et de capitalisation des expérimentations qu'elle avait lancées afin de contribuer à l'émergence d'un droit individuel à la formation professionnelle.

Ce document constitue un premier rapport d'étape sur les enseignements tirés du lancement de 17 expérimentations.

Référence Formation info :3145

Pas d'insertion durable sans formation : actes du colloque du mardi 2 octobre 2001

Fédération de la Formation Professionnelle, pp.1-60, 05/2002

Résumé : Ce colloque, organisé par la Fédération de la Formation Professionnelle (FFP), aborde le sujet de l'insertion professionnelle et de la formation. Les thèmes des interventions étaient les

suivants : une nouvelle offre de formation pour les exclus de la reprise économique ; Les mondes de l'insertion et la pluralité des formations ; Les nouvelles techniques éducatives au service de l'insertion professionnelle ; évolution des comportements des employeurs face à la nouvelle donne du travail ; L'expérience danoise en matière de formation et d'insertion ; Le déploiement du Pare et son volet formation ; Les régions et la nouvelle étape de décentralisation de la formation professionnelle ; une table ronde sur les nouveaux modes de coopération des acteurs pour une qualité accrue de la formation. Le colloque résume les interventions de Vincent Merle, de Jacques Barrot et de Catherine Barbaroux.

Référence Espace Compétences. 11.0-6

GASQUET Céline; MARTINELLI Daniel; CARO Patrice; PRZYBYLSKI Isabelle; ARRIGHI Jean-Jacques

Evaluation des politiques régionales de formation professionnelle initiale et continue 2000-2002 : comment évoluent les disparités régionales en matière de formation et d'emploi des jeunes"

Comité de Coordination des Programmes Régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle, pp.1-67, 03/2002

Résumé : Ce document reprend les premiers résultats des travaux du groupe statistique pour l'évaluation " Comment évoluent les disparités régionales en matière de formation et de l'emploi des jeunes ? ". Cette évaluation porte sur la période 2000-2002. Elle a un thème central : l'impact des politiques régionales sur l'égalité des chances d'accès à la formation et à l'emploi, en l'étendant à l'ensemble de la population. On retrouve dans le documents les parties suivantes : Le contexte économique et social (la dynamique démographique, l'emploi et le chômage) ; La formation initiale (L'accès à la formation initiale ; la formation professionnelle dans la formation initiale) ; La formation professionnelle des jeunes sortis du dispositif éducatif (Taux d'utilisation des contrats d'adaptation et de qualification ; taux d'utilisation des stages régionaux et des stages AFPA) ; La situation des jeunes sur le marché du travail (Taux d'activité des 16-24 ans ; part des jeunes dans la population active ; proportion des demandeurs d'emploi ; part des chômeurs parmi les jeunes de 16 à 24 ans)

Référence Espace Compétences. 10.40-7

Réforme de la formation professionnelle : de la professionnalisation à la construction de l'offre de formation

Comité de Coordination des Programmes Régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle, pp.1-62, 03/2002

Résumé : Comment les trois grands partenaires de la formation professionnelle (Conseils régionaux, Etat, partenaires sociaux) vont-ils pouvoir associer leurs compétences et leurs efforts, leurs expertises et leurs financements pour construire une offre de formation élargie pertinente ? Ce rapport, fruit d'une réflexion tripartite soutenue, vise à donner à chacun des partenaires, et notamment aux Conseils régionaux auxquels la loi a confié la responsabilité d'acteur pivot du dialogue régional, une appréciation pertinente des enjeux pour un meilleur cadrage de l'action sur la question de l'évolution du système de formation.

Référence Espace Compétences. 10.21-1

Référence Formation info :3144

Apprendre et entreprendre, nouveaux dispositifs, nouvelles pratiques. VII Université d'hiver de la formation professionnelle - Dossier documentaire

CENTRE INFFO, 270 p., 01/01/2002

Ce dossier documentaire est réalisé dans le cadre de la VIIème Université d'hiver de la formation professionnelle. Composé d'un ensemble de références bibliographiques et de reproductions d'articles et d'extraits d'ouvrages, ce dossier reprend l'ensemble des dix ateliers proposés au long de cette Université sous la forme de dix chapitres, soit : gestion des compétences en entreprise ; Favoriser l'égalité d'accès à la formation ; Informer et accompagner sur la formation ; La formation, vecteur de l'accès au marché du travail ; Validation des acquis de l'expérience ; Gestion des compétences au niveau des territoires ; La professionnalisation des jeunes ; Améliorer l'efficacité de l'offre de formation ; Un nouveau droit individuel à la formation professionnelle : quelles contributions des différents acteurs ? ; Création d'activités et formation. En annexe, des adresses utiles complètent le dossier.

Référence Formation info :3098

VAUZELLE Michel; GERARD Pascal; FERRAND Jean-Luc; LUTTRINGER Jean-Marie; BROCHIER Damien; PARODI Maurice; AUBRY Dominique; TERROT Noël; BEILLEROT

Jacky; PALUMBO Mauro; BERTRAND Hugues
Rencontres régionales de la formation professionnelle continue, février-décembre 2001. "La formation, un droit pour chacun, un atout pour tous"

Conseil Régional PACA, pp.168, 12/2001

Résumé : Les rencontres régionales de la formation professionnelle continue avaient pour objectif de mettre en place des espaces de concertation entre les acteurs concernés pour ouvrir ou approfondir des pistes de travail pouvant faire évoluer l'action régionale en matière de formation professionnelle continue. Elles ont été organisées de manière à répondre à un triple objectif : Initier une nouvelle démarche de dialogue et de concertation avec l'ensemble des acteurs régionaux de la formation professionnelle continue ; Mobiliser ces acteurs sur les enjeux du développement régional et les réponses que doit y apporter plus spécifiquement la FPC ; Confirmer le rôle central d'animation, d'impulsion et de coordination que les services de la Région doivent remplir en la matière. Ces actes de composent quatre parties. La première regroupe les discours d'ouverture de ces journées. La deuxième est la synthèse des débats et des échanges sur les thèmes : La formation et le développement des territoires ; La formation tout au long de la vie ; La politique régionale de formation et partenariats ; La formation professionnelle un secteur économique ? ; L'évaluation de la politique régionale de formation professionnelle ; La place et le rôle des usagers dans la formation professionnelle. La troisième partie regroupe les synthèses transversales des échanges : Améliorer, dynamiser, instrumenter les modes de concertation ; Développer la qualité et la lisibilité de la commande publique ; La notion de parcours individualisé : comment sortir du discours incantatoire sur l'individualisation. La quatrième et dernière partie contient les annexes.

Référence Espace Compétences. 10.50-5

Référence Formation info :3089

Plan régional de développement des formation (PRDF) : présentation de la démarche

Conseil Régional PACA, pp.1-31, 29/06/2001

Résumé : La loi a confié à la Région l'élaboration de plusieurs documents prospectif ou programmatique en matière de formation dont un seul a une vocation générale couvrant l'ensemble des voies de formation des jeunes : Le plan

Régional de Développement des Formations Professionnelles (PRDFPJ). Le gouvernement vient de proposer l'élargissement du PRDFPJ aux adultes et aux demandeurs d'emploi. Dans ce contexte, le Président du Conseil Régional, le Préfet et les recteurs d'Académie d'Aix-Marseille et de Nice ont décidé de fédérer leurs initiatives dans le cadre de l'élaboration concertée d'un Plan Régional de Développement des Formations (PRDF). Ce rapport présente la démarche.

Référence Espace Compétences. 10.50-6

Formation à l'accompagnement des personnes en situation de mobilité professionnelle : outil de formation à destination des professionnels européens de l'orientation

CAFOC de Nantes, pp.1-124, 04/2001

Résumé : Cet outil a pour but de développer une culture commune aux professionnels européens de l'orientation autour du concept de mobilité professionnelle, de permettre aux participants d'améliorer leur approche de l'individu en situation de mobilité, et d'actualiser leur connaissance des outils et des méthodes d'appropriation de l'environnement.

Référence Espace Compétences. 4.2-3

L'orientation professionnelle des adultes

LA DOCUMENTATION FRANCAISE, 351 p., 01/05/2000

Dans cet ouvrage collectif, conçu par un réseau de professionnels de la recherche et de l'information, la parole a été donnée à de nombreux chercheurs et praticiens de l'orientation afin de dresser un état des réflexions et pratiques. Les différents chapitres de l'ouvrage abordent les réalités sociales, politiques, les courants et pratiques d'orientation et les métiers de l'orientation.

Référence Formation info :2048

Evaluation des politiques régionales de formation professionnelle. Rapport du Comité de coordination des programmes régionaux

Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation, pp.29, 2000

Résumé : Le présent rapport d'évaluation s'inscrit dans la mission pérenne d'évaluation des politiques régionales de formation professionnelle initiale, continue et d'apprentissage confiée par la Loi au comité de coordination. Ce rapport d'évaluation s'appuie sur les trois niveaux de travaux techniques : le rapport technique général établi par le Céreq (Volume II "Evaluation des politiques régionales

...") ; quatre études thématiques et transversales sur les politiques régionales ; les portraits statistiques régionaux sur la formation professionnelle et l'insertion des jeunes.

Référence Espace Compétences. 10.40-6

La formation professionnelle, Diagnostics, défis et enjeux

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ, 248 p., 01/03/1999

Au sommaire : Des transformations de la population active qui soulèvent d'autres enjeux pour la formation initiale et la formation continue - Un marché du travail marqué par la mobilité et les ruptures professionnelle - Un dispositif de formation continue dans les entreprises qui trouve aujourd'hui ses limites - Le rôle des politiques publiques demeure essentiel - Poser les bases d'une nouvelle architecture de notre système. L'effort de la nation en faveur de la formation continue et la contribution des différents acteurs - La formation des salariés - Les inégalités d'accès à la formation entre les hommes et femmes - La formation des demandeurs d'emploi - L'insertion des jeunes - Certification et validation des acquis. bibliographie

Référence Formation info :2066

Centre de bilans Greta Maures Estérel Verdon

Plateforme d'orientation, de recherche d'emploi ou de formation. Les thèmes principaux de l'élaboration du système d'organisation de la plateforme

Centre de bilans Greta Maures Estérel Verdon, pp.28, 1999

Résumé : Présentation de la plate-forme d'orientation, de recherches d'emploi et/ou de formation à Fréjus. Cette plate-forme rassemble des prestations de nature complémentaires (prestations de bilan, d'orientation, et d'insertion) et propose au public les ateliers suivants : atelier d'accueil ; atelier d'accompagnement individuel ; atelier de bilan personnel et professionnel, aide au choix ; atelier entreprise, marché de l'emploi, enquête d'information, alternance ; atelier dynamisation ; atelier techniques de recherche d'emploi ; atelier synthèse des intervenants ; atelier préparation du portefeuille de compétences ; atelier centre de ressources documentaires.

Référence Espace Compétences. 11.63-1

DAMON, Julien

Les politiques d'insertion

LA DOCUMENTATION FRANCAISE, 76 p.,
01/08/1998

Qualifiée de sociale ou de professionnelle, l'insertion s'est développée dans des domaines très variés. On parle d'insertion par le travail, par l'activité économique, par le logement, voire d'insertion par la culture ou par le sport. Pour mettre en oeuvre ces objectifs, des structures administratives originales ont été mises en place, à l'échelon national, départemental, municipal. La prolifération d'opérations et de réglementations a cependant abouti à un univers opaque et à une mosaïque de dispositifs que ce dossier tente de présenter et d'évaluer. (d'après le résumé)

Référence Formation info :2093

III : Les périodiques

Enjeux prospectifs de la décentralisation de la formation professionnelle

Le Quatre Pages, pp.1-5, 15/12/2004

Résumé : Le présent document présente les enjeux prospectifs centraux de la formation professionnelle dans sa première partie ("Au cœur des enjeux prospectifs"). Les principales configurations prospectives du jeu des acteurs de la formation professionnelle sont présentées en seconde partie ("La Région, DRH des territoires ?").

Référence Espace Compétences. 10.41-REV

NALLET Françoise; DANVERS Francis; PINEAU Gaston; LUCAS Anne-Marie; AMAT Françoise; BELLIER-MICHEL Sandra; RACK Claude; VOUILLOT Françoise; LEGUY Patrice; RAOULT Nicole; SIMON Bruno; DEPERAZ Patrick; STEINBRUCKNER Marie-Laure; IRIBARNE Alain (d'); LHOTELLIER Alexandre; BOURSIER Sylvie; STEPHAN Nelly; GOUILLER Emilie Padma; RAPIAU Marie-Thérèse; LIAROUTZOS Olivier; BERTOLI Bruno; LENNUIER François

L'orientation professionnelle en réorientation

POUR - Revue du groupe de recherche pour l'éducation et la prospective, pp.1-217, 09/2004

Résumé : La question de l'orientation professionnelle fait l'objet d'un regain d'intérêt. Certes, la question n'est pas nouvelle. L'orientation est instituée depuis longtemps au sein des appareils d'enseignement secondaire et supérieur, elle est au cœur des préoccupations et des pratiques du service public de l'emploi. Cependant, elle est restée, jusque là, dans l'ombre de la formation : guide des choix de formation ou sas d'entrée, elle était partie intégrantes des budgets de la formation scolaire et professionnelle. Elle n'a pas encore conquis ses lettres de noblesse ni son autonomie. Mais les choses évoluent. La nouvelle convention d'assurance chômage, instituant le PARE et le PAP, la mise en oeuvre des bilans de compétences et l'inscription de l'orientation professionnelle dans l'accord national interprofessionnel de septembre 2003 sur la formation professionnelle en font un outil de pilotage des carrières professionnelles, à une époque où celle-ci sont de moins en moins "un long fleuve tranquille". Par

ailleurs, la diversité des opérateurs, publics et privés, en période scolaire et dans la vie active, conduit les pouvoirs publics à s'interroger sur sa coordination. C'est une des questions que tente de traiter, au travers des vicissitudes de sa construction, le projet de décentralisation porté par le gouvernement actuel. Les conseils régionaux seront au cœur de cet enjeu. (Résumé tiré de la revue Pour n° 183)

Référence Espace Compétences. 4.0-REV

Référence Formation info

Accompagnement social et formation

Savoirs et Formation, pp.1-56, 06/2004

Résumé : Le dossier contient une réflexion le thème de l'accompagnement dans la formation. L'accompagnement y est considéré non plus comme un supplément à la formation donnée, il fait partie de la formation. Cet accompagnement à pour objectif de rendre " responsable " le stagiaire, d'où la nécessité de travailler avec lui sur ses motivations profondes de telle sorte que la personne devienne elle-même actrice de sa propre histoire.

Référence Espace Compétences. 7.13-REV

Collectif d'auteurs

L'expérience comme moteur de l'orientation tout au long de la vie

L'INDECIS, Pagnation multiple. Bibliographie., 01/12/2003

Ce numéro spécial est consacré à l'Université d'automne 2003 sur le thème de l'expérience comme moteur de l'orientation tout au long de la vie. Le compte-rendu suit l'ordre des interventions et des ateliers présents sur les trois journées : validation des acquis de l'expérience, expérience et éthique, expérience et co-construction de projet territorial, expérience et méthode des histoires de vie, expériences scientifiques et construction de soi, expérience et information éducative, expérience et conseil individuel, expérience et pratique de groupe, expérience et agir sensé, le travail des pratiques. A cela s'ajoute la retranscription d'une conférence menée par André de Peretti

Référence Formation info

MALLET Jeanne

Dossier : la formation face à la complexité

PERSONNEL, pp. 19-68, 01/06/2003

Quelles sont donc les quelques idées simples qui permettent de renforcer l'efficacité de la formation ? Ce dossier spécial que Personnel consacre à la formation en propose quelques-unes. La première consiste à reconnaître la place centrale de l'individu dans son processus de formation, la seconde recense les avantages de l'alternance, tour à tour lien direct entre l'univers de la formation et celui de l'entreprise. Un auteur expose les évolutions de l'apprentissage, tandis qu'un autre montre en quoi une organisation du travail explicitée peut favoriser l'intégration de nouveaux salariés. Quelle valeur accorder aux apprentissages individuels et collectifs ? Quel rôle peuvent jouer les dispositifs de formation dans la construction des compétences ? Pour finir, un constat s'impose : le métier de responsable de formation, ainsi que les compétences des formateurs sont en pleine évolution. (d'après l'éditorial de la revue)

Référence Formation info

OURLIAC Guy

L'instrumentation stratégique : instrumenter et mobiliser les acteurs régionaux de la formation professionnelle

Notes du LIRHE (Les), pp.1-26, 04/2003

Résumé : Le pouvoir régional se construit pas à pas depuis une vingtaine d'années. En matière de formation professionnelle, son renforcement est le fruit de la convergence entre une volonté de décentralisation et de déconcentration maintenue au cours des alternances politiques, et des avancées méthodologiques, qui ont vu dans une plus grande proximité des acteurs, une manière d'éviter les principaux pièges des approches statiques des années 70. Encore faut-il tirer parti de cette nouvelle configuration. Le repli de l'acteur étatique exerçant une tutelle lointaine ne produira de valeur ajoutée que s'il correspond à l'avancée d'un coordonnateur de proximité. Ce dernier -La Région selon les textes- doit être capable de faire émerger cette capacité d'ajustement à moyen terme des systèmes éducatifs et des professions qui est la définition d'une adéquation acceptable. Depuis la loi quinquennale, les Régions ont vocation à mettre en cohérence sur le territoire régional l'ensemble des dispositifs de formation en vue de répondre aux besoins de durables l'économie et de la

société. Quel que soit le contenu donné à cette notion, elle implique de leur part de connaître les principales caractéristiques de tous les dispositifs de formation régionaux (formation initiale, alternance, formation continue pour les jeunes et les adultes, dispositifs d'aide à l'insertion sociale et professionnelle), qu'elles les contrôlent ou non. Les Régions sont de ce fait les seules institutions qui ont vocation à posséder une vision systémique de l'éducation : un ensemble de dispositifs différents, chacun configuré pour répondre plus spécialement à un ou plusieurs objectifs assignés : éduquer, qualifier, mobiliser, insérer ; s'adressant selon des modalités différentes à des publics différents : jeunes, adultes, chômeurs, populations spécifiques, publics en grande difficultés etc. Pour les mêmes raisons, les Régions possèdent une légitimité particulière à poser les questions relatives à la pertinence de l'adaptation du " système éducatif " dans son ensemble aux besoins de formation des individus et à ceux de l'économie régionale. Cette double légitimité devrait leur conférer à terme un rôle majeur et stratégique dans le pilotage du système éducatif régional. Pour l'instant, du fait de la singularité de leur positionnement institutionnel et de la nature de leur pouvoir, les Régions, pour se donner les moyens des leurs ambitions, doivent mettre en œuvre une approche partant d'une analyse lucide de la situation qui comprend et qui tient compte du système des intérêts en jeu. Deux voies peuvent être suivies simultanément pour atteindre cet objectif : - La première passe par la définition d'une instrumentation. Depuis 1993, la mission de la Région est transverse et interinstitutionnelle. Des instruments existent bien chez les principaux acteurs régionaux (Education nationale, Ministère du travail notamment), mais ils sont spécifiques et dédiés à des questionnements propres. De plus, leurs systèmes de repérage (notamment les nomenclatures) ne permettent pas des agrégations d'informations. Ces instruments ne sont pas adaptés à la mission d'un pilote qui devrait avoir une vue d'ensemble. La mission spécifique de la Région requiert une instrumentation spécifique. Pour cela, il faut identifier ou proposer clairement à la fois des finalités, des objectifs et des modalités. - La seconde passe par la mise en œuvre de cette instrumentation au sein d'un partenariat de travail technique. Cette voie devrait tirer parti de l'accumulation des expertises et des expériences des acteurs concernés à des titres divers : acteurs de la formation, acteurs des

entreprises et des professions, acteurs socioprofessionnels, acteurs de l'interface entreprise/formation etc. Ces savoirs dispersés, partiels, hétéroclites, subjectifs doivent être recueillis, complétés, rassemblés, confrontés les uns aux autres, confrontés aux données statistiques, accumulés pour contribuer à la construction de points de vue et de diagnostics. Dans une réalité extrêmement mobile, la bonne implantation de l'instrumentation est dynamique. Pour éviter la mise en sommeil, les utilisateurs de l'instrumentation doivent veiller à ce qu'elle réponde en permanence aux utilités attendues. Pour aboutir à des résultats opérationnels en matière de pilotage du système éducatif, tant sur l'aspect procédural que sur l'aspect substantiel, les deux voies de l'instrumentation statistique et de la mobilisation des acteurs sont indissociables et complémentaires, car chacune d'elle contient une partie de la solution. L'instrumentation à construire doit tenir compte de cette complémentarité. Ses concepteurs doivent s'assurer que les fonctionnalités d'animation et de sollicitation de ce partenariat y sont présentes.

Référence Espace Compétences. 10.40-REV

Collectif d'auteurs

Repenser la formation continue

FORMATION EMPLOI, pp 27-129, 01/01/2003

Ce numéro porte à notre connaissance des informations sur l'ensemble du parcours de formation pour toute la population active grâce à l'enquête formation continue 2000, initiée par l'Insee et le Céreq. Ainsi, les usages de la formation continue et leurs inégalités apparaissent sous un nouveau jour. Cela conduit à réinterroger la politique publique d'incitation à la formation continue et à mesurer le chemin restant à parcourir pour " former tout au long de la vie " (d'après le résumé de la revue)

Référence Formation info

L'accompagnement dans tous ses états

Education Permanente, pp.1-266, 12/2002

Résumé : Les pratiques sociales centrées sur l'éducation et la formation des adultes semblent utiliser de plus en plus souvent les démarches d'accompagnement pour parvenir à leur fin. Cette fin reste toujours un travail d'émancipation permettant aux adultes de parfaire leur autonomie. L'actualité subite de ces démarches nous sollicite, mais de quelle manière les interroger ? Comment identifier ce qu'elle génèrent, à un double niveau :

celui des personnes accompagnées et des transitions existentielles et professionnelles qu'elles doivent assumer ; celui des accompagnateurs et des nouveaux métiers sont susceptibles de préfigurer ? Ces interrogations sont d'autant plus embarrassantes que les pratiques d'accompagnement semblent tributaires du public auquel elles s'adressent, des contextes institutionnels à l'intérieur desquels elles se déploient et des professionnels qui les organisent. Ce numéro tente d'appréhender les situations d'accompagnement à partir de trois entrées : leur émergence socio-historique, leur diversité et les problématiques qui leur sont liées.

Référence Espace Compétences. 7.13-REV

Référence Formation info

Pratiques d'accompagnement

Education Permanente, pp.1-108, 12/2002

Résumé : Le terme " accompagnement " n'est pas très scientifique, et l'usage qui en est fait ne contribue guère à lui donner de la densité. Mais il faut renoncer à s'en formaliser et préférer des pratiques, souvent ignorées, qui s'en réclament. Pour autant, il ne faut pas tout mélanger ! Accompagner un apprenant n'est pas la même chose qu'accompagner un manager, une victime ou un client en difficulté. Ce ne sont ni les mêmes attitudes, ni les mêmes compétences, ni les mêmes techniques, ni les mêmes outils qui sont en jeu. Le sens de ce supplément au numéro 153 d'Education Permanente est d'apporter un peu de clarté en donnant la parole aux praticiens de l'accompagnement, sans prétendre à l'exhaustivité, mais avec le souci de la diversité.

Référence Espace Compétences. 7.13-REV

COHEN-EMERIQUE

Margalit; CURIE

Jacques; DOUTRE

Elisabeth; GROSJEAN

Michèle; HOHL Janine; HOUEL Annick; KOCH

Pierre; LENOIR

Hugues; MADOU

Mohamed; PIERRE

Philippe; PINTE

Gilles; SARNIN Philippe; VOLKOFF Serge

Trajectoires professionnelles - Reconnaissance de l'expérience

Education Permanente, pp.1-202, 05/2002

Résumé : La notion de " trajectoire professionnelle " fait partie des nombreuses notions qui peuplent le savoir professionnel des formateurs même si la réalité qu'elle désigne n'est pas simple à appréhender. Les méthodes d'investigation couvrent l'approche statistique la plus outillée autant que les méthodes les plus

qualitatives d'analyse des histoires de vie singulières ; les références théoriques relèvent de la démographie et de l'économie autant que de la sociologie et de la psychologie sociale. Au carrefour de ces approches, plusieurs textes ont pour but d'ouvrir les lecteurs à ce champ de recherche à la fois connexe et central. On trouvera aussi dans ce numéro quelques textes destinés à susciter le débat sur la thématique des rapports entre apprentissage, développement et reconnaissance sociale, au moment où la validation des acquis est réactivée par la Loi de modernisation sociale, qui élargit la notion d'apprentissage au-delà de la sphère professionnelle. Enfin, deux textes abordent la question de l'agir dans les milieux interculturels. (Résumé tiré d'Education Permanente)

Référence Espace Compétences. 4.1-REV

NALLET Jean-François;FORGUES Odile;CORVISART DE FLEURY Véronique;RIVOIRE Bernadette;LANLO Agnès;SANQUER Claudie;LE GUELLEC Yann;BELTANTE Pierre;PILLOT-LABAT Jocelyne;DORE Carole;FLEURY Nelly;SOCCOL Anne-Marie;DAIGUE Régine;LAGNEL Geneviève;LAGNEL Guy;VERVAEKE Alexandra;DUGUE Elisabeth;MATHEY-PIERRE Catherine;RIST Barbara;WAYSAND Edith;CHONG Michel;BICHON Martine;PAQUETTE Nicolas;ENRIOTTI Shéhérazade;SUISSE Claude;PAUGAM Bernard;GAMBU Annick;LE HIR Hubert;DIENN Anne-Catherine;CAMBRAYE Michèle;SPERONI Sonia;DUMONT Martine

Formation, insertion : accompagnement et autonomie

Education Permanente, pp.1-198, 01/2002

Résumé : Tuteur, référent, facilitateur social, parrain, autant d'inventions inscrites explicitement dans les dispositifs (formation à distance, en alternance, dispositifs volontaristes d'insertion) ou générées par eux pour accompagner des adultes dans leur parcours d'insertion ou de formation. Le besoin est constant, les interventions multiples : ici, un accompagnement clinique est proposé aux adultes les plus en difficulté ; là, une correctrice se sent investie d'une fonction d'accompagnement nulle part inscrite dans ses missions ; ailleurs une femme sous contrat d'emploi jeune sollicite et obtient d'être " coachée " pour faire face à ses responsabilités. L'accompagnement, nom générique de ces formes modernes d'intervention,

mérait que des praticiens présentent leurs pratiques, interrogent leurs méthodes et leurs objectifs.

Référence Espace Compétences. 7.13-REV

Référence Formation info

Collectif d'auteurs

L'évaluation de la politique régionale de formation professionnelle

CARIF PACA (FORMATION INFO), 4 p., 01/04/2001

Ce numéro présente les contributions du groupe de travail n°5 sur l'évaluation de la politique régionale de formation professionnelle dans le cadre des Rencontres Régionales de la formation professionnelle continue organisées par le Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur en 2001.

Référence Formation info

La politique régionale de formation et partenariats

CARIF PACA (FORMATION INFO), 4 p., 01/04/2001

Ce numéro présente les contributions du groupe de travail n°3 sur la politique régionale de formation et partenariats dans le cadre des Rencontres Régionales de la formation professionnelle continue organisées par le Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur en 2001.

Référence Formation info

MULLER Pierre;GAURON André;HUGUET Pascal;LAMOUREUX Jean-Luc;CHARRAUD Anne-Marie;ANDREANI Francis;JARNAC Janine;ABHERVE Michel;JEANNEL Alain;SANTELMANN Paul;SCHOMANN Klaus;CUNTIGH Philippe;DELACHE Dominique;COULON Arnaud;LEPOUDER Lionel;DUMAS Jean;GRANGER Jean-Pierre;MADRELLE Philippe;GEORGES Daniel;MARUANI Margaret;SARRABAYROUSSE Marylène

Les actes de la 7ème université d'été de la formation professionnelle continue

Aquitaine Education Permanente, pp.78, 2000

Résumé : Ce numéro propose les actes de la 7ème université d'été de la formation professionnelle continue qui s'est tenue à Artigues-près-Bordeaux les 12, 13 et 14 septembre 2000 sur le thème : Dialogue avec le changement - La formation professionnelle entre contraintes et innovations" : Le changement administré - Les acteurs de la formation face au changement - Les usages de la

formation.

Les conférences et ateliers étaient les suivants : Comment administrer le changement : analyse des politiques publiques ; La formation face aux évolutions économiques : quelles implications pour l'Etat ? ; La réduction du temps de travail : temps de travail et temps de formation ; La validation de l'expérience des emplois-jeunes : quelles perspectives ? Les régions au cœur de la formation ; Une situation nouvelle, la reprise économique : quelle place pour les acteurs ? ; La formation professionnelle : lieu de la mobilité sociale ; Les organismes de formation sont-ils innovants ? Les métiers de la formation face au changement ; Les impacts de la FOAD sur les organisations ; L'évolution de la mission de la Maison de la Promotion Sociale ; Comment résoudre les difficultés d'accès à la formation ? Le point de vue des organismes collecteurs - Le point de vue des organismes de formation. L'emploi au féminin : Paradoxes et contradictions.

Référence Espace Compétences. 10.20-14

Référence Formation info

PERRY Elisabeth;BALNAZI Bernard;CAQUERAY Jean-Marc (de);SPERONI Sonia;DAUTY Alain;BARDET Béatriz;DURU Marie-Chantal;SCHOLIVET Nadine;MEUNIER Frédéric;MAYER Francine;MINET Francis;MOLARD Anne;BENEZETH Véronique;BENOIT Thierry;QUONIAM Maryse;MOUSSAY Anne-Dominique

Accompagnement et insertion des publics

Formation & Territoire, pp.1-172, 07/2000

Résumé : Dans la première partie est abordé une série d'enjeux autour des jeunes et des adultes, de ces catégories de sens nécessaires à la compréhension des phénomènes et des interactions qui en résultent. Puis sont abordés les questions des méthodes, des savoir-faire que chaque acteur met en œuvre, initiés dans sa pratique professionnelle. Enfin dans la troisième partie du document sont soulignés quelques aspects importants du débat de société autour des questions de l'engagement professionnel, du bénévolat et du chômage que les professionnels de l'accompagnement social et professionnel côtoient tout au long de leurs activités quotidiennes. L'édito contient un travail de définition concernant le terme " accompagnement ".

Référence Espace Compétences. 11.5-REV

BIENAIME Dominique;CORREIA Mario;DEMOL

Jean-Noël;DUROCHER Ghislaine;FOND-HARMANT Laurence;GADEAU Ludovic;GINGRAS Marcelle;ROCHEX Jean-Yves;RUSSIER Jean-Paul;SIROTA André;SZUYSKA Elisabeth;TETREAU Bernard;THION Blandine

L'entrée en formation

Education Permanente, pp.1-164, 02/1996

Résumé : Le formateur comme le chercheur ne s'intéressent aux adultes qu'à partir du moment où ils sont engagés dans une action de formation. Le " non-public " de la formation est peu connu, pas plus que les processus psychologiques et sociaux qui aboutissent, pour un adulte, à son entrée en formation. Un ensemble d'articles éclairent cette question, essentielle car les conditions de l'apprentissage sont liées aux dynamiques qui, en amont, ont porté la demande de formation.

Référence Espace Compétences. 10.20-REV

IV : Les articles

GAUTIER-MOULIN Patricia

La mission publique d'information sur la formation tout au long de la vie : nouveaux enjeux, nouvelles modalités

INFFO FLASH, pp. 13-16, 01/05/2005

Compte-rendu du séminaire organisé par le Centre Inffo concernant les évolutions nécessaires pour adapter la mission publique d'information du Centre au nouveau paysage de la formation.

Référence Formation info

GRANDIN Philippe

Les Plans locaux pour l'insertion et l'emploi

INFFO FLASH, pp. 17-21, 16/04/2005

A l'heure de la création des Maisons de l'emploi, quel bilan peut-on tirer des Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) dont la mission est de fédérer les efforts des différents partenaires institutionnels, sociaux et économiques, en faveur de l'insertion professionnelle sur un territoire.

Référence Formation info

ZADUNAYSKI Sandrine

Les contrats d'objectifs, instruments privilégiés de l'articulation Etat-Région-branche

INFFO FLASH, pp. 17-22, 16/02/2005

Outils de concertation et de réflexion sur les besoins de formation d'une branche professionnelle sur un territoire, les contrats d'objectifs assurent une cohérence entre les filières de formation, et sont des instruments importants pour favoriser l'insertion professionnelle. (Introduction)

Référence Formation info

DARES [Auteur moral], PROT Bernard

L'activité des bénéficiaires de bilans de compétences

PREMIERES SYNTHESSES, 4 p., 01/02/2005

Plusieurs milliers de salariés et de demandeurs d'emploi réalisent chaque année un bilan de compétences. Comment et dans quelles conditions, le bilan de compétences permet au salarié d'"analyser ses aptitudes et compétences" et de 'développer un projet'.

Référence Formation info

DARES [Auteur moral], GOSSEAUME Valérie, HARDY-DUBERNET Anne-Chantal

Bilans de compétences et bilans de compétences approfondis : vrais ou faux jumeaux ?

PREMIERES SYNTHESSES, 4 p., 01/02/2005

Relativement proches du point de vue de leur appellation, ces deux dispositifs s'adressent à des publics différents et répondent à des logiques particulières, pour autant ils sont proches dans leur application. Droit reconnu aux salariés depuis la loi du 31 décembre 1991 sur la formation professionnelle, le bilan de compétences doit permettre au salarié de l'accompagner dans sa recherche de mobilité professionnelle. Prestation mise en place par la convention d'assurance chômage du 1er janvier 2001, le bilan de compétences approfondi s'adresse aux demandeurs d'emploi pour les aider dans leur recherche d'emploi. Que ce bilan soit 'choisi' ou 'contraint', l'insatisfaction professionnelle constitue dans les deux cas l'événement déclencheur. Les attentes à l'égard de ces deux prestations relèvent également de catégories similaires qui sont de quatre ordres : l'évaluation, la révélation, la confirmation, et l'orientation.

Référence Formation info

BUREAU Marie-Christine, LEYMARIE Colette

Innover dans le social : l'exemple des missions locales

CONNAISSANCE DE L'EMPLOI, 4 p., 01/02/2005

Les missions locales s'efforcent d'innover dans quatre directions distinctes : l'action sur les marchés locaux du travail, en vue de stabiliser les parcours d'emploi ; la prise en compte de difficultés de plus en plus graves, en particulier au niveau de la santé ; la conception de services attractifs dans l'espoir de fidéliser les usagers ; l'action citoyenne pour faciliter l'accès des jeunes à l'espace public. L'émergence de l'innovation au sein des équipes est favorisée par une politique de recrutement diversifiée et par la reconnaissance interne des spécialisations de chacun : les salariés tendent en effet à développer des projets sur la base de leurs expériences professionnelles ou personnelles antérieures. [Introduction]

Référence Formation info

ETIENNE Richard

Histoire de vie, processus de personnalisation et respect de l'intimité

Questions d'orientation, pp.25-34, 12/2004

Résumé : Les histoires de vie sont à la mode et ce phénomène est amplifié dans le monde de la formation qui recourt de plus en plus volontiers à cette démarche isomorphe avec celle du bilan de compétences et de la validation des acquis de l'expérience. Dans ce cadre là, l'auteur tente de répondre aux questions suivantes : Les histoires de vie scolaire sont-elles singulière, individuelles ou personnelles ? Pouvons nous sortir (et à quel prix) de la confusion actuellement entretenue entre individualisation et personnalisation ? Pouvons nous accompagner les personnes et les groupes sans violer leur intimité ?

Référence Espace Compétences. 4.10-REV

BEAUVAIS Martine

Des principes éthiques pour une philosophie de l'accompagnement

SAVOIRS, pp 99-113, 01/12/2004

Il se peut que l'engouement connu aujourd'hui pour l'accompagnement ne soit que le simple effet d'une mode. Mais il se peut aussi qu'il soit le reflet d'un véritable changement paradigmatique. Et dans ce cas, il paraît urgent d'entreprendre une réflexion d'ordre épistémologique et éthique susceptible d'aider les praticiens à mieux penser et agir leurs accompagnements singuliers. De l'émergence d'un possible postulat paradigmatique à la tentative de formulation de principes éthiques, cet article se veut une contribution à l'effort d'élucidation et de conceptualisation de la notion d'accompagnement. (D'après le résumé)

Référence Formation info

SOLAZZI Robert, DEFRENNE Raymonde

Point de vue de Trouver/Créer sur "L'orientation tout au long de la vie" aujourd'hui

L'INDECIS, pp. 42-49, 01/12/2004

La diversité et la complexité des parcours d'orientation sont telles qu'aujourd'hui, il semble indispensable d'apporter une aide à l'orientation. S'orienter ne signifie plus seulement choisir un métier, mais construire peu à peu son itinéraire, ses choix de formations en utilisant ses compétences.

Référence Formation info

DEFRENNE Raymonde

Comment gérer l'incertitude ? S'orienter dans un monde incertain. Les paradoxes de l'orientation.

L'INDECIS, pp. 2-19. Bibliographie., 01/12/2004
S'orienter ou orienter ce n'est pas arriver à une vérité certaine, c'est dialoguer avec l'incertitude, l'incertitude de la personne qui s'oriente, l'incertitude de l'environnement et l'incertitude du processus d'orientation lui-même. [Introduction]

Référence Formation info

DESTEFANIS

Michel, MATHEY-PIERRE

Catherine, DUGUE Elisabeth

De l'école à l'emploi : quel chemin dans la ZUS ?

CONNAISSANCE DE L'EMPLOI, 4 p., 01/12/2004

Des études menées au coeur d'une zone urbaine sensible (ZUS) montrent comment, malgré l'implication des politiques et des professionnels de l'enseignement, de l'éducatif et du social, le fonctionnement des institutions ne réussit pas à transcender les problèmes d'ordre social, culturel et économique auxquels les jeunes du quartier se heurtent dans la construction de leur avenir. [introduction]

Référence Formation info

MEYER Alain; PASQUIER Luc; STAHL Robert

Contribution pour une réflexion sur la politique régionale de formation

Actualité de la formation permanente, pp.87-89, 11/2004

Résumé : Peut-on imaginer une "autre politique" de formation ? Déplorant la modularisation des actions, révélatrice d'une tendance "consommeriste", Alain Meyer, Luc Pasquier et Robert Stahl invitent à réfléchir à de nouvelles finalités et à de nouveaux contenus, inspirés notamment des recherches sur l'environnement et de la Déclaration de Rio - dans une perspective de "développement durable".

(Résumé de François Boltz pour la revue Actualité de la formation permanente n° 193)

Référence Espace Compétences. 10.20-REV

DARES [Auteur moral], MAS StÉphanie

Le réseau des missions locales et permanences d'accueil, d'information et d'orientation : un intermédiaire important pour les jeunes non qualifiés

PREMIERES SYNTHESSES, 6 p., 01/11/2004

Le réseau d'accueil des jeunes est un intermédiaire de poids pour les jeunes, d'autant plus, qu'ils sont peu qualifiés. Près de sept jeunes sans qualification sur dix se rendent dans une mission locale ou une permanence d'accueil, d'information et d'orientation, lorsqu'ils recherchent pour la première fois un emploi et la plupart y reviennent par la suite. Les ML/ PAIO facilitent la recherche d'emploi de façon autonome (par le biais d'ateliers de recherche d'emploi et d'ateliers CV) et jouent, également, un rôle direct d'orientation vers l'emploi et la formation. Ainsi, près de 6 % des premiers emplois occupés par des jeunes de niveau inférieur au CAP-BEP ont été trouvés par l'intermédiaire de ce réseau d'accueil, un pourcentage voisin de celui de l'ANPE.

Référence Formation info

Public précaire : Un permis qui tombe à point

CARIF INFO, p. 10, 01/11/2004

L'auto école sociale de Royan, dénommée relais de conduite du Pays Royannais, permet à un public défavorisé d'obtenir, à moindre frais, le permis de conduire dans le but d'une insertion professionnelle durable.

Référence Formation info

NALLET Françoise, GAUTER Joseph

Enjeux et perspectives

POUR, pp. 199-204, 01/09/2004

Au terme de cette exploration au coeur de l'orientation professionnelle continue, que penser ? Trois considérations s'imposent. L'orientation professionnelle est rarement une demande exprimée comme telle par le corps social. Elle est pourtant un besoin avéré des individus et des systèmes qui ont à faire face aux nouvelles règles du jeu du marché du travail et des compétences. Le métier qui consiste à accompagner cette mutation ne bénéficie d'aucune appellation contrôlée, autrement dit d'aucun titre générique qui qualifie l'ensemble de ses professionnels. C'est pourtant un métier à part entière. Enfin l'orientation est, jusqu'à aujourd'hui, dans l'ombre de la formation, de la validation, de l'insertion et du conseil, alors qu'elle devrait plutôt avoir un rôle de méta-fonction puisque s'y organisent des choix

de formation, d'insertion, de mobilité et de conversion. (d'après le résumé de la revue)

Référence Formation info

BERTOLI Bruno, LENNUIER François

Les Fongecif : conseil en transition professionnelle

POUR, pp. 191-197, 01/09/2004

Les Fongecif, structures de gestion d'un dispositif de formation, évoluent vers des pratiques de conseil en projet professionnel et dans un champ jusqu'alors méconnu, celui de l'orientation professionnelle. La mission d'information et de conseil des Fongecif a désormais un double objectif : garantir à tout salarié qui le souhaite un service minimum d'information sur la formation et d'aide à l'orientation professionnelle ; développer l'information, l'aide à l'orientation et l'accompagnement personnalisé des parcours professionnels et de formation, en concluant des partenariats régionaux avec les autres acteurs de la formation et de l'orientation. Les Fongecif deviennent alors des lieux privilégiés d'accueil, de conseil et d'accompagnement des salariés en démarche de changement, de mobilité ou de transition professionnelle. Ils doivent assurer cette mission en liaison avec les autres acteurs de l'AIO en région.

Référence Formation info

STEPHAN Nelly, RAPIAU Marie-Thérèse

Projet professionnel et formation d'ingénieur

POUR, pp. 180-185, 01/09/2004

Les choix de formation des étudiants dans l'enseignement supérieur sont des choix professionnels. Il peut arriver que certains choix de formation aillent à l'encontre d'un projet professionnel. Par conséquent, il faut non seulement apporter l'information, mais également apprendre aux étudiants à planifier leur avenir et à prendre des décisions conformes à leurs intérêts. La formation des ingénieurs en agriculture de l'ENESAD repose sur trois axes : la professionnalisation, la personnalisation et l'internationalisation. Cet article décrit le dispositif d'aide à la construction du projet professionnel qui permet d'accompagner la professionnalisation et la personnalisation de la formation des étudiants.

Référence Formation info

GOUILLER Emilie Padma

Internet : un outil pour l'orientation

POUR, pp. 172-179, 01/09/2004

Avec Internet, l'orientation professionnelle se positionne dans un nouvel angle. Sans passer par l'intermédiaire d'institutions sociales reconnues, Internet a permis à l'auteur de garder son autonomie, de gérer son temps et de puiser les informations nécessaires à son exploration. A travers différents parcours, l'auteur souligne l'importance d'internet comme moyen d'auto-orientation impliquant l'autoformation et l'autodirection.

Référence Formation info

BOURSIER Sylvie

La VAE : une nouvelle voie pour l'orientation

POUR, pp. 166-171, 01/09/2004

Les enjeux de la mobilité tout au long de la vie, du développement des compétences des adultes et de leur reconnaissance, supposent une réelle conduite du changement et un pilotage de la fonction orientation au niveau régional. La validation des acquis de l'expérience (VAE) est une opportunité pour impulser sur un certain nombre d'aspects concrets des changements dans la manière d'organiser le service public. Elle a permis un renouvellement des pratiques d'orientation avec le renforcement des compétences des conseillers sur la connaissance des espaces de mobilité professionnelle, un renouvellement des outils du conseil, une mise en réseau inter-institutionnelle des prestataires sur les territoires et le développement d'un service individualisé au public.

Référence Formation info

LHOTELLIER Alexandre

Tenir conseil n'est pas donner des conseils

POUR, pp. 161-165, 01/09/2004

Dans cet article, l'auteur redéfinit le concept de conseil. Il fait l'inventaire des points essentiels de la démarche du conseil dans le champ de l'orientation. L'orientation ne peut être seulement la théorisation d'un champ, vue globale d'un problème individuel et collectif, ou simplement un dispositif juridique et administratif. Il s'agit bien de professionnalisation des conseillers, car l'orientation se développe. D'abord réservée aux jeunes, elle devient une action tout au long de la vie, mais de plus en plus éclatée en de nombreuses institutions.

Référence Formation info

LEGUY Patrice

Repenser les transitions socioprofessionnelles

POUR, pp. 138-146, 01/09/2004

Afin de remédier aux échecs d'insertion des demandeurs d'emploi de longue durée, des bénéficiaires du RMI ou des jeunes en premières insertion, l'ANPE a mis en place une offre de services spécifiques : la prestation d'accompagnement dans l'emploi. Conjointement à la mise en oeuvre de cette démarche, une recherche-action fut engagée. Cet article s'appuie sur les résultats de cette étude, dont les objectifs furent :

- de progresser dans la connaissance des transitions socioprofessionnelles vécues par les personnes lors du retour à l'emploi ;
- de construire les réponses permettant de mieux prendre en compte les difficultés des usagers face à cette situation ;
- de capitaliser les enseignements acquis dans cette approche afin de construire une offre de service pertinente s'appuyant sur un cahier des charges bâti à partir des retours d'expérience de l'étude.

Référence Formation info

VOUILLOT Françoise, STEINBRUCKNER Marie-Laure

L'orientation : un instrument du genre

POUR, pp. 132-137, 01/09/2004

Même si dans notre culture il y a des évolutions, on est encore loin de l'abolition des frontières culturelles de sexe et de la "désexuation" des rôles et activités investis par les hommes et par les femmes. Cette division sexuée, et les inégalités qu'elle comporte, est notamment résistante dans le domaine de la formation, de l'orientation scolaire et professionnelle et du travail. Face à ces constats, l'auteur évoque les résistances et discriminations dans le fonctionnement du système scolaire, et dans le fonctionnement du marché du travail.

Référence Formation info

DEPERRAZ Patrick

Les CIO : missions et utilité sociale

POUR, pp. 118-119, 01/09/2004

Cet article présente les différentes missions d'information et d'orientation des CIO auprès d'un public jeune et adulte et d'aide auprès des établissements scolaires. Conseiller les élèves, les jeunes non scolaires, les accompagner dans l'élaboration d'un projet de formation, puis

d'insertion professionnelle suppose une connaissance de l'après-formation, des secteurs professionnels, de l'évolution de l'emploi, des métiers et des fonctions dans l'entreprise. Afin d'actualiser ce champ de compétences, le CIO doit développer les relations avec son environnement socio-économique, rencontrer les partenaires, visiter les entreprises et entrer en contact avec les professionnels. Les CIO souffrent d'une absence de pilotage de l'orientation. L'auteur se penche sur les améliorations à apporter afin de clarifier leurs objectifs.

Référence Formation info

BELLIER Sandra

Les pratiques d'orientation dans l'entreprise

POUR, pp. 111-117, 01/09/2004

Dans le domaine de l'orientation professionnelle, deux mondes se sont historiquement développés sans bien se connaître. D'un côté, l'orientation destinée aux chômeurs est mise en oeuvre par le secteur public de l'emploi et les associations qui lui sont proches. De l'autre, les pratiques d'entreprises se sont implantées de manière fort différente suivant que l'on parle d'une entreprise du service "public", d'une multinationale ou d'une PMI. L'auteur rassemble dans cet article les différents types de pratique d'orientation en entreprise : de l'employabilité à la gestion des carrières, du préalable à la formation et à la mobilité, ou de la pratique de gestion des ressources humaines.

Référence Formation info

AMAT Françoise

Quel nouveau rôle pour la région ?

POUR, pp. 104-110, 01/09/2004

Les fonctions d'accueil, d'information et d'orientation sont marquées par la multiplicité des acteurs et des structures, ce qui entraîne un manque de lisibilité et d'accessibilité à l'offre de services pour les individus. Depuis quelques années, on peut observer une montée en puissance de la demande d'orientation. Parallèlement, se font jour des efforts et des tentatives pour améliorer l'offre de service d'Accueil information orientation (AIO). Celle-ci suit une double évolution : - du point de vue de l'acte d'orientation lui-même, on observe en renversement de perspective qui conduit d'une logique de prescription par dispositif en fonction de l'âge et du statut des personnes à une logique de construction individualisée de la demande et de réponse adaptée à celle-ci. - du

point de vue de l'organisation de l'orientation, on assiste à une volonté de transfert progressif de la charge de l'orientation par des institutions sous gouvernance étatique vers un pilotage coordonné des acteurs de l'AIO par les conseils régionaux.

Référence Formation info

LUCAS Anne-Marie

Orientation : des verrous et des clés

POUR, pp. 85-91, 01/09/2004

Une partie importante d'une vie professionnelle est consacrée à l'amélioration de l'ingénierie de l'orientation professionnelle continue des adultes, néanmoins quelques contradictions majeures peuvent, à tout moment, envahir, voire, paralyser l'orientation. Ces contradictions s'expliquent d'abord par l'ancienneté de la notion de la démarche d'orientation et les différentes évolutions industrielles, culturelles et psychosociales. La complexité de la démarche d'orientation, son caractère dialectique et évolutif, la limitation des préconisations d'orientation à certains publics avec parfois un accent mis sur la sélection, l'absence de valorisation de soi et d'aide aux choix ont laissé des traces souvent négatives, d'où peuvent émerger des contradictions qu'il faut dépasser lorsqu'elles envahissent le champ de l'orientation professionnelle continue des adultes. L'auteur a regroupé dans cet article, les principales contradictions et incohérences avec la nature même du processus d'orientation et de son accompagnement.

Référence Formation info

PINEAU Gaston

Dénouer les pouvoirs d'orientation

POUR, pp. 79-84, 01/09/2004

En s'ouvrant à tous les âges et à tous les secteurs de la vie, l'orientation continue dégage des horizons infinis qui reculent au fur et à mesure qu'on avance. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle dépasse le pouvoir des professionnels de l'orientation. Les problèmes de refondation de l'orientation ne concerne pas que les professionnels de l'orientation. Elle entraîne une redéfinition des pouvoirs professionnels, le partage de ceux-ci et donc de nouveaux rapports entre les responsabilités personnelles et sociales, privées et publiques. Pour illustrer ces propos, l'auteur décrit l'expérience de son parcours professionnel, et il compare l'orientation au sport, et plus particulièrement à une course d'orientation.

Référence Formation info

DANVERS Francis

Les dimensions culturelles de l'orientation

POUR, pp. 73-78, 01/09/2004

Inscrite dans le mouvement social en faveur de la scolarisation de masse et l'apparition d'une psychologie à visée scientifique, l'orientation est une idée pédagogique qui, au XXe siècle, se décline sur trois cycles générationnels : l'orientation professionnelle (1914-1944) : l'utopie naissante d'une grande question sociale ; l'orientation scolaire et professionnelle (1945-1975) : l'âge d'or des Trente Glorieuses ; l'orientation tout au long de la vie (1976-à nos jours) : un nouvel âge de la personnalité. Après une définition de l'orientation, l'auteur aborde l'évolution de l'orientation professionnelle durant ces trois périodes.

Référence Formation info

NALLET Françoise

Fonctions et utilités sociales de l'orientation

POUR, pp. 61-72, 01/09/2004

Quel que soit le contexte, les pratiques d'orientation professionnelle remplissent des fonctions sociales ; comme par exemple : permettre aux individus de construire un projet professionnel réaliste et réalisable. Dans cet article, l'auteur présente les quatre grandes fonctions sociales qui peuvent être affectées à l'orientation professionnelle :

- Une fonction sociale de prise de repères dans un environnement caractérisé par les changements dans toutes les sphères de la vie, professionnelle, sociale et personnelle ;
- Une fonction de réparation sociale pour celles et ceux que ces changements ont mis en difficulté, voire en échec ;
- Une fonction d'adaptation aux nouvelles données de l'organisation du travail, de son économie et de sa gestion ;
- Une fonction d'émancipation par rapport à des modèles mis à mal par l'évolution économique, culturelle et sociétale.

Référence Formation info

CARIF POITOU-CHARENTES [Auteur moral]

Des ateliers pour formaliser les compétences des jeunes

CARIF INFO, pp. 1-2, 01/09/2004

A Thouars, les jeunes en situation de précarité d'emploi apprennent à se valoriser en décrivant leurs activités professionnelles passées : une offre de service expérimentée et pilotée par la PAIO de

Thouars en étroite collaboration avec le CIBC 79, pour répondre à terme aux besoins des entreprises locales.

Référence Formation info

GINISTY Danièle

Accompagnement et VAE

ENTREPRISES FORMATION, pp. 18-19, 01/07/2004

La VAE impose des approches nouvelles de la part des professionnels, des formateurs et des certificateurs avec l'émergence de nouveaux métiers autour de l'accompagnement. Thème retenu par un colloque, organisé par l'université de Pau auquel l'Afpa s'est associé avec l'objectif d'identifier ces transformations.

Référence Formation info

Référence Espace Compétences

LATREILLE Geneviève

Les conseillers d'orientation de France, 60 ans d'activité et de recherche

L'INDECIS, pp. 2-11, 01/06/2004

Cet article retrace l'histoire d'une profession, celle de conseiller d'orientation. Il met l'accent sur son rôle et son statut dans l'Education nationale au fil des années, depuis la création du premier "bureau pour documenter et conseiller les adolescents dans leur choix d'un métier" jusqu'à nos jours.

Référence Formation info

LATREILLE Geneviève

Orientation scolaire et professionnelle, et conjoncture socio-économique

L'INDECIS, pp. 12-20, 01/06/2004

La conjoncture socio-économique peut-elle influencer l'orientation scolaire et professionnelle des jeunes ? Doit-on prendre en compte ce facteur et le considérer comme un postulat indispensable dans tout processus d'orientation au même titre que les aspirations individuelles de chacun ? Cet article met l'accent sur cette réalité que préoccupe les conseillers d'orientation depuis que cette fonction existe.

Référence Formation info

LEBEAU Alain, ROYER Pierre, SOLAZZI Robert

L'orientation : un phénomène ancien, histoire d'une profession

L'INDECIS, pp. 21-34, 01/06/2004

Pour comprendre la profession de conseiller d'orientation, il faut revenir aux origines du mouvement Orientation et mettre en évidence les

raisons pour lesquelles cette profession s'est imposée naturellement. Plusieurs sources (idéologiques, sociales, politiques, technologiques et scientifiques) en sont la cause et vont converger pour amener la création des premiers offices d'orientation.

Référence Formation info

Référence Espace Compétences

SOLAZZI Robert

L'ADVP et les nouvelles pratiques des conseillers d'orientation en France

L'INDECIS, pp. 52-86, 01/06/2004

Panorama des nouvelles pratiques des conseillers d'orientation qui se développent en France depuis 1975, proches de l'ADVP (Activation du développement Vocationnel et Personnel)

Référence Formation info

SOLAZZI Robert

Evolution des pratiques des conseillers d'orientation : risques et perspectives d'avenir

L'INDECIS, pp. 87-102, 01/06/2004

Cet article, compte-rendu d'une conférence faite lors d'un congrès de l'Association de conseillers d'orientation de France en 1988, retrace l'histoire des pratiques d'un conseiller d'orientation en particuliers. Ce récit présente un triple intérêt :

- donner plus de cohérence à l'identité professionnelle des conseillers d'orientation ;
- construire le concept de Conseil en Orientation ;
- éclairer les partenaires et les nouveaux venus sur le "grand marché de l'orientation".

Référence Formation info

WILLEMS Jean-Pierre

De la professionnalisation au droit de la compétence

DROIT SOCIAL, pp 509-514, 01/05/2004

Dans l'ANI du 20 septembre 2003, la notion de professionnalisation se substitue à celle de formation en alternance. Cette évolution marque selon Jean-Pierre Willems, consultant en ressources humaines, la fin du droit de la formation tel qu'il s'est développé depuis plus de trente ans au profit de l'avènement d'un droit de la compétence professionnelle. L'auteur définit successivement ces différents concepts. Il en analyse l'évolution et la portée tant réglementaire qu'idéologique. (D'après la revue)

Référence Formation info

MAGGI-GERMAIN Nicole

La formation professionnelle continue entre individualisation et personnalisation des droits des salariés

DROIT SOCIAL, pp 482-493, 01/05/2004

Nicole Maggi-Germain, maître de conférences de droit social à l'Université de Paris I, revient sur les dispositions inscrites dans l'accord national interprofessionnel du 20 septembre 2003 à destination des salariés. Celui-ci les invite à être les acteurs de leur propre formation et à assumer la co-responsabilité de leur employabilité et du développement de leur compétence. L'auteur s'intéresse tout d'abord à la dimension individuelle de l'ANI tant en matière d'initiative via notamment la création d'un droit individuel à la formation (DIF) et d'un passeport formation que de temps de formation via l'élargissement des catégories de formations réalisées hors temps de travail. Elle analyse également la notion de "personnalisation du parcours de formation" en abordant successivement le concept de formation tout au long de la vie, notion initialement politique consacrée sur le plan juridique, ses enjeux en terme d'information des entreprises et du salarié ainsi que l'évolution du concept juridique de "capacité" des personnes menant à une "personnalisation" des droits inscrits dans l'ANI, c'est à dire à une adaptation à la personne (contrat et période de professionnalisation...).

Référence Formation info

Les dispositifs locaux d'accompagnement (DLA)

CARIF INFO, sp., 01/03/2004

Fiche technique juridique sur les dispositifs locaux d'accompagnement (DLA) en Poitou-Charentes. Les DDTEFP, en partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations, ont mis en place dans chaque département des DLA dont l'objet est d'accompagner la consolidation des activités et de pérenniser les emplois des associations d'utilité sociale.

Référence Formation info

MORIN Cédric

Ecoles de la deuxième chance

LE MONDE INITIATIVES, p. 5, 01/03/2004

Dispositif européen, les écoles de la deuxième chance ont pour objectif d'offrir un parcours qualifiant aux jeunes les plus éloignés de l'emploi. Elles disposent d'un solide réseau économique et abordent leurs publics dans leur globalité. Par

exemple, à Marseille, 1ère école en France, plus d'un millier d'entreprises sont impliquées dans le dispositif.

Référence Formation info

ABRASSART Loïc

Les habits neufs de l'apprentissage

LE MONDE INITIATIVES, p. 20, 01/02/2004

Le livre blanc sur l'apprentissage préconise cinquante mesures pour renouveler l'image de ce mode de formation. Les rôles respectifs de l'Education nationale, des collectivités locales et des partenaires sociaux restent à clarifier.

Référence Formation info

FREYSSINET Jacques; BARBAROUX Catherine; PISANI-FERRY Jean; SIMONIN Bernard; GAUDU François; VIRVILLE Michel (de); LAROSE Christian; CASSAIGNE Bertrand

Agir pour l'emploi

Projet, pp.52-90, 01/2004

Résumé : Dans ce dossier est présenté un diagnostic sur les politiques menées par la France depuis un certain nombre d'années en matière d'emploi. Il va à l'encontre du pessimisme général. L'appui aux créations d'emplois mobilise aujourd'hui des ressources importantes et de nouveaux acteurs. Dans les territoires, collectivités locales et responsables économiques sont engagés dans un partenariat actif, pour anticiper les évolutions, pour soutenir l'innovation et la prise de risque. Les dispositifs publics de soutien à l'embauche permettent de préserver, sinon d'accroître la part des emplois non qualifiés. Mais cette évolution se traduit par une recomposition du rapport à l'emploi et de la protection des salariés, dans le sens d'une plus grande flexibilité. Agir pour l'emploi, suppose dès lors d'allier à la fois une plus grande inventivité et une plus grande sécurité. Celle-ci facilitera aux acteurs (entreprises et partenaires sociaux) une maîtrise de la complexité et des incertitudes qui les paralysent. Celle-là permettra d'anticiper les changements et de mettre en oeuvre une politique de formation plus déterminée.

Référence Espace Compétences. 10.0-REV

GAUTIER-MOULIN Patricia

Quels accès aux savoirs ? Nouvelles responsabilités, nouvelles coopérations, nouvelles pratiques

INFFO FLASH, 8 p., 15/01/2004

Nouveaux textes législatifs, mise en oeuvre de la

validation des acquis de l'expérience, répartition des responsabilités et des interventions à l'échelon régional et territorial, mobilité en Europe, organisation de la formation en entreprise et intégration du concept de développement durable, accès facilité des publics prioritaires à la formation (illettrés, salariés âgés, femmes, personnes handicapées), évolutions pédagogiques et notamment celles de la FOAD. Toutes ces problématiques ont été largement débattues lors des conférences plénières et des ateliers qui ont permis aux participants d'échanger sur leurs pratiques et de dégager des pistes d'action pour accompagner la mise en place de tous les changements qui traversent aujourd'hui la formation. [Introduction]

Référence Formation info

PAQUELIN Didier

Le tutorat : accompagnement de l'actualisation du dispositif

DISTANCES ET SAVOIRS, pp. 157-182, 01/01/2004

L'apprentissage dans un dispositif de formation ouverte et à distance sollicite l'apprenant dans un processus singulier d'actualisation des fonctionnalités proposées par les concepteurs. Par une démarche intentionnelle, l'apprenant seul et accompagné construit une forme spécifique du dispositif qui différencie un état prescrit d'un état vécu. Cette appropriation intentionnelle et située est retenue comme principe directeur de cet article. A partir de résultats d'observations, l'auteur discute l'hypothèse de l'existence d'une zone proximale qui organise l'actualisation du dispositif prescrit. La dynamique ternaire de l'appropriation distingue différentes étapes complémentaires dont le déroulement suppose l'édification cognitive, affective et symbolique d'un cadre conteneur.

Référence Formation info

DELATTRE Sarah, GEOFFROY Anne-Cécile

L'insertion par l'économique se professionnalise

LIAISONS SOCIALES MAGAZINE, pp. 61-68, 01/01/2004

Confrontées à des publics de plus en plus exclus, les structures de l'insertion par l'activité économique renforcent leurs procédures d'accueil et d'accompagnement social. Elles cherchent aussi à enrichir les parcours d'insertion, les unes en créant des passerelles entre elles, les autres en privilégiant les partenariats avec des employeurs

locaux. Pour mener à bien leurs missions, encadrants et bénévoles sont aussi amenés à se former davantage. Au niveau national, les fédérations impulsent un mouvement de professionnalisation et tentent d'harmoniser les pratiques en élaborant des chartes et des labels. Pour autant les réseaux continuent d'avancer en ordre dispersé. Depuis deux ans, les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) tentent de garder la tête hors de l'eau dans un contexte plus que défavorable. Ce dossier est complété par des exemples concrets de chantiers d'insertion, de groupements d'employeurs.

Référence Formation info

GRECO Mathias, SANCHEZ Jean-Louis

Missions locales : défis et perspectives

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE, pp. 20-28, 01/01/2004

Si les missions locales sont généralement considérées comme des outils indispensables pour l'orientation et le soutien des jeunes de 16 à 25 ans en difficulté d'insertion sociale et professionnelle, 2004 constituera pour elles une année décisive. L'évolution du contexte réglementaire et institutionnel les oblige à s'adapter. En effet, la mise en place de nouveaux dispositifs d'insertion et surtout la montée en puissance du département dans ce domaine viennent bouleverser la donne.

Référence Formation info

LAMARCHE Lucie

L'accompagnement dans l'insertion socioprofessionnelle : une relation qui aide

Carriérologie, pp.145-153, 2003

Résumé : L'auteur présente sa réflexion relativement à l'approche de l'accompagnement dans l'insertion socioprofessionnelle. Les propos tenus émergent, principalement, de sa pratique auprès de chômeurs de longue durée. Elle présente donc, dans cette communication, les caractéristiques de la clientèle qu'elle a accompagnée, elle propose des éléments composant une définition personnelle de l'accompagnement dans un contexte d'insertion professionnelle, elle expose les motifs justifiant l'approche, elle suggère des moyens permettant la réussite de l'accompagnement et enfin, elle précise les compétences inhérentes au rôle de l'accompagnateur.

Référence Espace Compétences. 11.5-REV

PAUL Maela

Ce que l'accompagnement veut dire

Carriérologie, pp.121-144, 2003

Résumé : Il n'aura échappé à personne que l'accompagnement, depuis une dizaine d'années, fait parler de lui. Mais derrière sa rassurante étiquette verbale, empruntant au parler de tous les jours, qu'est-ce qu'accompagner veut dire ?

Couvrant indistinctement les divers secteurs professionnels du thérapeutique, du social, du formatif ou du management, bousculant au passage les frontières disciplinaires et brouillant les distinctions conceptuelles, la notion d'accompagnement désigne-t-elle un champ unifié de pratiques ? Inversement, à travers la profusion des termes qui tentent de spécifier ici ou là des problématiques particulières comme coaching, counselling, tutorat, mentorat, parrainage ou compagnonnage, n'est-il pas possible d'identifier des pratiques qui ont "un air de famille" ? Peut-on à la fois concevoir le champ de l'accompagnement, identifier quelques problématiques et en dégager l'articulation ? Cette contribution, s'appuyant sur un ensemble de recherches conduites dans le cadre d'une thèse universitaire, se donne pour objectif de montrer comment l'élaboration du champ sémantique d'accompagner à la fois fournit un modèle d'intelligibilité de cette pluralité et engage un questionnement à l'égard de trois problématiques fondamentales qui opèrent dans le processus de l'accompagnement.

Référence Espace Compétences. 7.13-REV

ROBERGE Michèle

Réflexion d'une praticienne de l'orientation sur l'accompagnement et les transitions socio-professionnelles

Carriérologie, pp.155-168, 2003

Résumé : Inspirée par son expérience pratique et ses lectures, l'auteure apporte dans un premier temps sa conception très personnelle de l'accompagnement qu'elle voit comme un autrement faire, et surtout un autrement être en relation professionnelle. Elle donne quelques points de références qui sont pour elle des essentielles pour exprimer ce qu'est une véritable relation d'accompagnement. Elle traite également des questionnements qu'est appelé à se poser le professionnel se plaçant dans une telle position relationnelle.

En deuxième partie elle présente brièvement son approche sur le processus de transition qu'elle

compare aux mouvements des saisons, en précisant l'importance de l'accompagnement à travers celui-ci.

Référence Espace Compétences. 4.3-REV

BOUTINET Jean-Pierre

Les pratiques d'accompagnement individuel, entre symbole et symptômes

Carriérologie, pp.67-78, 2003

Résumé : La mode qui s'est emparé depuis quelques années des pratiques d'accompagnement rend ces dernières suspectes ; en y regardant de plus près on peut mieux saisir ce qui fait l'ambivalence des pratiques qui se recommandent de lui et qui revêtent souvent une double face, celle du symptôme lié à la personne accompagnée elle-même tributaire d'une vie adulte fragilisée en culture postmoderne, celle du symbole porté par un lien social en possible reconstitution grâce aux pratiques d'accompagnement. Cet

accompagnement qui a pris la place dévolue jusqu'ici à la formation relève finalement de la métaphore plus que du concept opératoire ; au sein de cette métaphore, sans doute que l'élément essentiel est la relation dissymétrique qui se structure entre personne accompagnée et accompagnateur/trice. Cette relation n'est-elle pas porteuse d'enjeu en préfigurant peut-être une nouvelle figure emblématique capable de réconcilier les deux axes inter et transgénérationnel portés par tout lien social, à travers la posture de l'aîné ?

Référence Espace Compétences. 4.3-REV

DAVID-AESCHLIMANN Renée

Le succès des plates-formes d'orientation professionnelle

Inffo flash, pp.13, 15/11/2003

Résumé : Le conseil régional de Bretagne et l'Union européenne ont joint leurs efforts pour offrir aux jeunes chômeurs de 18 à 25 ans de faible niveau de qualification un service d'orientation individualisé. Au total, vingt plates-formes d'orientation professionnelle ont vu le jour sur le territoire de la Bretagne.

Référence Espace Compétences. 11.63-REV

CEREQ [Auteur moral], GASQUET Céline

Les jeunes "sans qualification" : un groupe hétérogène, des parcours d'insertion divers

CEREQ BREF, pp. 1-4, 01/11/2003

Chaque année, près de 60 000 jeunes quittent le système éducatif "sans qualification", c'est à dire

sans avoir dépassé le niveau du collège ou de la première année de CAP ou de BEP. Il va sans dire qu'ils n'entrent pas sur le marché du travail sous les meilleurs auspices. Mais la situation est loin d'être aussi difficile pour tous. Ainsi, ceux qui ont entamé une première année d'enseignement professionnel accèdent plus facilement à l'emploi que ceux ayant arrêté leurs études au niveau du collège. Les jeunes "sans qualification" sont en fait loin de constituer un groupe homogène. L'objectif des politiques publiques de réduire le nombre de ces jeunes en favorisant les poursuites d'études, objectif qui semble marquer le pas depuis une décennie maintenant, mérite d'être analysé au regard des parcours très divers d'entrée dans la vie active de ces jeunes. (résumé de la revue).

Référence Formation info

LAROCHE France

L'insertion professionnelle en danger d'exclusion

LE MONDE INITIATIVES, p. 22, 01/11/2003

Les unions régionales des organismes de formation (UROF) sentent qu'à force de jouer les "variables d'ajustement" de politiques de l'emploi incohérentes, c'est un pan entier de la vie associative qui risque de disparaître. Elles font porter le message. L'insertion professionnelle est absente des projets de loi de décentralisation, de celui sur la formation tout au long de la vie et de l'accord des partenaires sociaux. Or, "l'accompagnement vers l'emploi et l'insertion par la formation sont d'authentiques actes de formation professionnelle".

Référence Formation info

BARBE Laurent

L'accompagnement dans les pratiques sociales : entre progrès et dérives

Education Permanente, pp.153-162, 09/2003

Résumé : La notion d'accompagnement doit son émergence et son succès à un contexte liant apparition de nouveaux acteurs au sein du social, fragilisation des cadres intégratifs, transformations profondes des rapports entre individus et institutions. Traduisant des évolutions irréversibles des fonctionnements du secteur social, la notion reste menacée de saturation et de réduction du fait de la multiplication des mesures d'accompagnement et des dispositifs qui s'en réclament. Si la figure de l'accompagnement mérite d'être défendue, c'est qu'elle rappelle que la

personne accompagnée n'est pas seulement un problème auquel il faut trouver une solution, elle est aussi un acteur, sujet citoyen, avec lequel il est légitime et important de pouvoir débattre des buts que l'on poursuit ensemble. (Résumé tiré d'Education Permanente)

Référence Espace Compétences. 11.5-REV

DEFRENNE Raymonde

Orientation et éducation à l'orientation tout au long de la vie

L'INDECIS, 12 p., 01/09/2003

L'orientation et l'éducation à l'orientation forment un enjeu majeur de la formation tout au long de la vie. Le concept de "métier pour la vie" a volé en éclat et semble remplacé par des itinéraires professionnels de plus en plus complexes. S'orienter aujourd'hui, ce n'est pas choisir un métier, c'est construire progressivement un itinéraire au fur et à mesure des décisions prises et des situations rencontrées.

Référence Formation info

CEREQ [Auteur moral], THOMAS Gwenaëlle

Les jeunes qui sortent sans diplôme de l'enseignement supérieur : parcours de formation et insertion professionnelle

CEREQ BREF, pp. 1-4, 01/09/2003

La moitié des 750 000 jeunes qui chaque année débutent leur vie active ont poursuivi des études après le baccalauréat. Mais plus de 90 000 d'entre eux ont quitté l'enseignement supérieur sans y obtenir de diplôme. Sur un marché du travail où le diplôme constitue un signal fort pour les employeurs, ces jeunes s'insèrent dans des conditions moins favorables que leurs homologues diplômés. Certains tirent néanmoins bénéfice de leur poursuite d'études. Tel est le cas de ceux qui après un baccalauréat général ou technologique ont tenté d'obtenir un BTS (ou un DUT). En revanche, poursuivre en filière professionnelle n'apporte pas d'avantages significatifs aux bacheliers professionnels s'ils n'obtiennent pas de diplôme. Mais ce sont les jeunes ayant échoué au DEUG qui semblent les plus pénalisés lors de leurs débuts dans la vie active, tout particulièrement lorsqu'ils sont titulaires d'un baccalauréat technologique ou professionnel. (résumé de la revue).

Référence Formation info

DUGUE Elisabeth

Les acteurs de l'insertion face aux inemployables

EDUCATION PERMANENTE, pp. 173-185, 01/09/2003

L'article s'appuie sur une étude portant sur les professionnels de l'insertion intervenant auprès de jeunes d'une cité. Il montre que, sous une apparente unanimité, les pratiques s'opposent car si certains acceptent de se fondre dans l'asphère unifiée de l'insertion, d'autres le refusent en renvoyant certains jeunes sur le monde de l'éducation spécialisée et de l'action sanitaire, dont ils pointent les défaillances.

Référence Formation info

BARBE Laurent

L'accompagnement dans les pratiques sociales : entre progrès et dérives

EDUCATION PERMANENTE, pp. 153-162, 01/09/2003

La notion d'accompagnement doit son émergence et son succès à un contexte liant apparition de nouveaux acteurs, fragilisation des cadres intégratifs et transformations profondes des rapports entre individus et institutions. Traduisant des évolutions irréversibles des fonctionnements du secteur social, la notion reste menacée de saturation et de réduction du fait de la multiplication des mesures et des dispositifs qui s'en réclament. Si la figure de l'accompagnement mérite d'être défendue, c'est qu'elle rappelle que la personne accompagnée n'est pas qu'un problème auquel il faut trouver une solution. (d'après le résumé de la revue)

Référence Formation info

DRAPERI Jean-François

Les structures d'insertion : espaces de solidarité ou d'exploitation ?

EDUCATION PERMANENTE, pp. 103-114, 01/09/2003

Cet article aborde le thème des structures d'insertion sociale. Selon l'auteur, elles régulent les processus d'exclusion en définissant les exclus sociaux à partir de leur employabilité et constituent des lieux de solidarité innovants qui définissent des pratiques associatives et coopératives originales. Toutefois, le travail social est aujourd'hui confronté à la définition même de son cadre institutionnel : Il ne peut poursuivre son oeuvre éducative qu'à condition de ne pas se laisser subordonner à la logique économique. De plus les

pressions croissantes qu'exercent aussi bien la puissance publique que l'économie le contraignent à innover à travers la recherche d'alternatives en termes d'économie sociale. Ce déplacement suppose un renforcement des rapports de solidarité entre travailleurs sociaux et bénéficiaires de l'action sociale.

Référence Formation info

WUHL Simon

Discrimination positive et principes de justice : l'exemple des politiques d'insertion

EDUCATION PERMANENTE, pp. 39-53, 01/09/2003

Cet article définit la notion de 'discrimination positive' et soutient que celle-ci ne peut pas jouer un rôle de véritable référence pour une orientation plus juste des politiques sociales, alors que les principes de justice élaborés par John Rawls surmontent les ambiguïtés inhérentes à cette notion. L'auteur présente et analyse les grandes lignes de ces principes de justice, en dégagant les apports sur l'éclairage des décisions, la formulation des revendications ou l'évaluation des effets des politiques sociales. Il procède ensuite à une application sur l'exemple des politiques d'insertion des chômeurs et des précaires, en montrant la pertinence d'une référence aux principes de justice de Rawls bien interprétés, pour l'organisation de débats locaux, entre décideurs, opérateurs et usagers de l'insertion, sur l'orientation et l'évaluation des politiques ou des pratiques d'insertion. (d'après le résumé de la revue).

Référence Formation info

DANDO Jean-François

Un outil pour la réinsertion professionnelle : la démarche précoce d'insertion

ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, pp. 73-76, 01/07/2003

Le centre de l'Adapt La Vallée, en Ille-et-Vilaine, met en oeuvre depuis des années la "démarche précoce d'insertion", qui repose sur une continuité de prise en charge. Les personnes accueillies, explique Jean-François Dando, chargé des relations avec les entreprises (CRE), sont victimes de lésions cérébrales consécutives à un accident ou à une maladie, et souffrent de troubles neuropsychologiques. La démarche précoce d'insertion est rythmée par quatre grandes étapes. Tout d'abord, le médecin référent fait état auprès du CRE de la situation d'un patient hospitalisé

dont l'évolution permet d'envisager une insertion professionnelle. Ensuite, le CRE mobilise les différents partenaires et praticiens et organise une intervention coordonnée. L'ergonome, spécialiste de l'analyse de l'activité professionnelle, peut alors intervenir. Les formateurs techniques du centre proposent des contenus de formation-adaptation au plus près de l'activité professionnelle du patient, que l'ergothérapeute de réadaptation accompagne et soutient. Lors de l'étape suivante, il importe d'associer les décideurs de l'entreprise au processus de reclassement de leur salarié, et de former le collectif de travail à l'accueil de leur collègue. Un stage "ergothérapeutique" sur le lieu de travail est alors mis en place. Enfin, au stade de l'accompagnement, l'aménagement du temps et de l'espace de travail est mis en oeuvre. Une charte de suivi d'insertion est proposée.

Référence Formation info

GINISTY Danièle

L'accompagnement dans tous ces états

ENTREPRISES FORMATION, pp. 36-38, 01/07/2003

La fonction accompagnement occupe une place de plus en plus importante dans le champ des carrières professionnelles, des politiques sociales, de la formation ou des ,ges de la vie. De nouvelles pratiques émergent. Non sans ambiguïté. Sur le thème " l'accompagnement et ses paradoxes ", un colloque international s'est réuni, en mai 2003, à l'abbaye de Fontevraud, sur l'initiative de l'université de Tours de l'université catholique de l'ouest d'Angers (d'après le résumé de la revue).

Référence Formation info

BOURNEL-BOSSON Maryse

Le développement de l'expérience des acteurs de bilan de compétences

L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE, pp. 307-325, 01/06/2003

L'auteur a analysé, avec une équipe de professionnels d'un centre de bilan de compétences, la rédaction de la synthèse clôturant une intervention. ON distingue le dispositif juridique et le réel de l'activité des conseillers, leurs multiples questionnements. L'analyse des dialogues des conseillers sur ces textes montre le travail d'élaboration collective des techniques.

Référence Formation info

Référence Espace Compétences

Collectif d'auteurs

De l'analyse du travail à la validation des acquis

L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE, pp. 183-325, 01/06/2003

Ce numéro spécial porte sur les rapports qui peuvent s'établir, par l'entremise du dispositif de validation des acquis, entre les connaissances construites par des salariés dans leurs activités professionnelles en entreprise et les connaissances requises pour l'obtention d'un diplôme.

Référence Formation info

AUMONIER Jean-Pierre

Questions de projet !

L'INDECIS, pp. 123 - 13, 01/06/2003

L'auteur de cet article se pose la question du bien-fondé du projet d'orientation et du choix de l'enseigner à l'université. Il admet que le projet d'orientation est une assurance qui aide à construire un projet d'études en vue d'une insertion professionnelle.

Référence Formation info

Référence Espace Compétences

FAIVRE Denise

Travailler sur la culture de l'orientation à l'université à partir des récits d'étudiants sur leur parcours

L'INDECIS, pp. 81 - 101, 01/06/2003

A partir de témoignages d'étudiants sur la manière dont ils perçoivent leurs parcours à l'université et la représentation de leur orientation, cet article se place non plus du côté de l'ingénierie de formation mais de celui du vécu. Dans un monde professionnel et un monde de la formation complexe où les rails ne sont pas tracés, les individus ont la responsabilité et l'obligation de prendre des décisions qui construisent progressivement leur orientation. Face à l'incertitude du devenir, à la complexité de l'orientation, et à l'individualisation des parcours, la démarche était de mettre l'accent sur les processus plutôt que sur les résultats, sur comment faire plutôt que sur quoi faire.

Référence Formation info

LEPRESLE Claude

Le projet professionnel en formation : une injonction paradoxale

EDUCATION PERMANENTE, pp. 139-146., 01/06/2003

Le projet s'impose aujourd'hui comme référence

indiscutable du lien entre la société et son développement, mais aussi entre l'individu et son avenir. C'est ce caractère indiscutable qu'il convient de questionner. Référence incontournable, inscrit dans les textes, institutionnalisés, le projet sert de nombreux domaines. Se pose alors le double questionnement de sa valeur pour la société et de sa légitimité pour la personne impliquée. L'article porte sur le paradoxe du projet comme modèle imposé et sur l'autonomie de l'individu à son égard, notamment dans le domaine professionnel où son utilisation peut paraître contestable. (D'après le résumé de la revue).

Référence Formation info

Référence Espace Compétences

CAMUS Odile

Le bilan de compétences : appropriation d'informations sur soi ou mise en conformité de l'autoprésentation ?

EDUCATION PERMANENTE, pp. 119-138, 01/06/2003

Le bilan de compétences doit permettre l'élaboration d'un projet professionnel par une meilleure connaissance de soi. Cette recherche expérimentale étudie l'évolution de l'auto-description chez les bénéficiaires du bilan, comparée à celle observée chez des sujets en formation, via une analyse lexicale des attributs par lesquels les sujets se qualifient. Les résultats montrent que l'information sur soi fait bien l'objet d'une appropriation au cours du bilan, mais celle-ci porte sur les qualités personnelles et non sur les compétences professionnelles strictement définies. En outre, elle privilégie les qualités sociales référant à un état plutôt qu'à un mode d'action. Ladite appropriation relève donc essentiellement d'une intégration normative, au service d'une "employabilité" qui n'a pas grand-chose à voir avec les compétences objectives des individus (d'après le résumé de la revue).

Référence Formation info

DEVIN Bernard

Piloter et concevoir des dispositifs de formation ouverts et à distance pour des TPE/PME

PERSONNEL, pp. 58-63, 01/06/2003

L'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les dispositifs de formation suscite toujours de nombreuses interrogations. Après une période d'engouement, les regards se font plus critiques et l'on constate

que les expériences se situent surtout dans de grandes entreprises sur des produits spécifiques comme la bureautique ou les langues. L'Anact, en collaboration avec Algora, accompagne une dizaine d'actions collectives engagées dans l'expérimentation de dispositifs de formation ouverts et à distance (foad). Ces projets répartis sur le territoire français, sont financés en partie par le programme FORE TPE/PME initié par la DGEFP (Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle) à l'automne 2001.

Référence Formation info

LEPINEUX Claude

De la formation ouverte et à distance au développement des compétences en ligne

PERSONNEL, pp. 50-57, 01/06/2003

Les entreprises ont besoin d'une bonne adéquation de leurs ressources afin de s'adapter ou d'anticiper leurs nouveaux marchés, de proposer de nouveaux produits et services associés, et en faire un avantage concurrentiel sérieux. Les dispositifs de formation et développement de compétence seront sûrement cruciaux dans un avenir proche au vu de l'évolution des pyramides d'âges dans un marché des compétences plus contraignant dans l'avenir que le marché actuel.

Référence Formation info

MERLE Vincent

Le rôle du salarié dans la gestion de ses compétences

PERSONNEL, pp. 21-24, 01/06/2003

Il n'y a pas de processus d'apprentissage sans désir d'apprendre. La plupart des savoir-faire que nous mobilisons dans les situations de travail ont été construits dans l'action. La formation est plus souvent prescrite que co-décidée avec les salariés ; elle est rarement inscrite dans un parcours de progression professionnelle et personnelle. Dans ce contexte, se pose la question de la responsabilité du salarié dans la construction de ses compétences, mais aussi la responsabilité de l'entreprise ; la mise en place d'une organisation apprenante exige que le désir d'apprendre n'émane pas seulement du salarié mais aussi de la direction de l'entreprise.

Référence Formation info

SOUHAMI GASQUET Céline

L'évaluation des politiques publiques d'emploi. Vers une identification des effets sur les trajectoires professionnelles

Faire savoirs, pp.71-80, 05/2003

Résumé : En partant d'une réflexion générale sur l'évaluation des politiques publiques et sur la notion de politiques d'emploi, nous proposons une démarche d'évaluation prenant en compte les dimensions individuelle et temporelle mais également locale des processus d'insertion et de réinsertion professionnelle. Une telle approche est alors appliquée en réalisant une évaluation économétrique des effets des politiques d'emploi sur les trajectoires professionnelles de demandeurs d'emploi de trois zones d'emploi de la région Provence Alpes Côte d'Azur (Paca), Aix en Provence, Etang de Berre et Marseille Aubagne. Cette évaluation repose sur les données de l'enquête " Trajectoire des demandeurs d'emploi et marché local du travail " réalisée par la Direction de l'animation, de la recherche et des études statistiques

Référence Espace Compétences. 10.50-REV

GINISTY Danièle

Pour valoriser les parcours des intérimaires

ENTREPRISES FORMATION, pp. 18-19, 01/05/2003

Piloté par l'Afpa, le projet Périscope se met à l'écoute des travailleurs intérimaires. Avec deux voies d'expérimentation : optimiser la gestion des parcours des intérimaires et concevoir un logiciel de repérage des acquis professionnels et des compétences afin d'élargir l'employabilité des personnes éloignées de l'emploi.

Référence Formation info

BEAUVAIS Martine

Accompagnement et évaluation : sens, éthique et paradoxes

Cahiers d'études du CUEEP (Les), pp.163-179, 04/2003

Résumé : Cet article s'interroge sur les significations et le sens que l'accompagnement revêt, pour les acteurs dont la fonction essentielle consiste justement "à accompagner" des personnes. Quelles significations, quel(s) sens et quelle(s) valeurs(s) attribuent-ils à leurs accompagnements? Cet article est ancré sur une expérience originale menée auprès d'acteurs de l'insertion sociale et professionnelle.

Référence Espace Compétences. 11.5-REV

BAUDRY Catherine

Passerelles : pour l'insertion de femmes en milieu rural

ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, pp. 94-97, 01/03/2003

Le programme " Passerelles " est à destination de femmes de milieu rural en difficulté d'insertion en région Limousin. Il comprend sur 2 ans une phase de resocialisation et de remobilisation, de reprise de confiance en soi, de remise à ni veau général et de revalorisation de soi. Les femmes bénéficiant de ce dispositif ont été accompagnées par un tuteur tout le long de leur parcours jusqu'à leur poste de travail (contrat emploi solidarité ou contrat emploi consolidé, pour la plupart). La réussite de ce programme tient autant à l'engagement de ces femmes qu'à un partenariat entre les communes de la région déjà impliquées dans des chantiers d'insertion.

Référence Formation info

DESMETTE Donatienne

Dispositifs d'insertion : quelle utilité ?

SCIENCES HUMAINES, pp. 25-27, 01/03/2003

L'efficacité économique des dispositifs d'insertion des chômeurs semble faible. Des recherches de psychologie sociale montrent que la formation peut par contre jouer un rôle important dans la restauration de l'estime de soi et de l'identité sociale des chômeurs. Cet article fait partie du dossier intitulé " Former, se former, se transformer "

Référence Formation info

FRANCK Emmanuel,FRISON Marie-Noëlle

Jeunes peu qualifiés : le casse-tête de l'intégration

ENTREPRISE & CARRIERES, pp. 16-23, 18/02/2003

Bientôt confrontées à des pénuries de main-d'oeuvre, lorsqu'il faudra compenser les nombreux départs en retraite, les entreprises devront donner leur chance aux jeunes peu ou pas qualifiés. Déjà, certaines sont confrontées aux difficultés que pose l'intégration de cette population, dont les compétences comportementales ne correspondent pas toujours à ce qu'elles attendent. Comme en témoigne ce dossier, des solutions émergent.

Référence Formation info

Les CLAP : centres locaux d'appui aux projets

CARIF INFO, p. 4, 01/02/2003

Cet article relate de l'activité des CLAP (centres

locaux d'appui aux projets) ; structures mises en place par la Région Poitou-Charentes dans l'optique d'accompagner les projets des jeunes et de soutenir leurs désirs de création et d'innovation. Initiés par le rectorat de Poitiers et la Région Poitou-Charentes, les CLAP se situent dans des centres de formation, au plus près des jeunes, afin de les guider dans la réalisation de leurs projets.

Référence Formation info

TRAUTMANN Jacques

Accès et retours à la formation

Formation emploi, pp.67-79, 01/2003

Résumé : Si la formation continue s'est aujourd'hui banalisée, la participation à la formation reproduit une expérience antérieure de formation continue. Il faut alors dépasser la seule observation de l'accès à la formation. L'analyse débouche sur un essai de typologie des conduites de formation les plus fréquentes. La question sous-jacente porte sur la qualification des pratiques auxquelles peut s'appliquer le modèle de formation tout au long de la vie. Cet article s'appuie sur une exploitation de l'enquête réalisée par le Céreq en mars 2000 sur les pratiques de formation de la population en âge de travailler et qui a achevé ses études initiales.

Référence Espace Compétences. 10.20-REV

FAURE Maryse

Les rôles et les missions des conseillers VAE

ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, pp. 51-55, 01/01/2003

Les différents profils de conseillers VAE influent sur la manière d'aborder l'accompagnement du candidat à la validation de l'expérience, mais chacun va mettre en oeuvre ses compétences spécifiques pour faire aboutir le projet du candidat.

Référence Formation info

GAUTIER-MOULIN

Patricia,MAURIES

Frédérique

L'évolution des dispositifs régionaux de préparation à l'emploi et à la qualification : dossier

ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, pp. 91-98, 01/01/2003

Le 14 novembre 2002 s'est tenu à Marseille, à l'Initiative du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, une rencontre des techniciens des conseils régionaux sur l'évolution des dispositifs

de préparation à l'emploi et à la qualification. Ce dossier regroupe l'essentiel des interventions de cette rencontre, qui se sont déroulées en séance plénière et en atelier.

Référence Formation info

BOURSIER Sylvie

Des lieux d'information dédiés à la VAE

ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, pp. 42-45, 01/01/2003

Le conseil apporté en amont aux candidats à la validation des acquis de l'expérience est la mission première des lieux d'information dédiés à la VAE. Au niveau national, la Commission nationale de la certification professionnelle (CNCP)devra mettre à la disposition de l'ensemble des informateurs et valideurs les données du Répertoire national des certifications professionnelles ; les "têtes de réseau" constituées principalement par les CARIF ont pour mission de diffuser l'information sur la VAE et l'offre régionale des valideurs. Au niveau local, les structures dédiées à l'emploi, la formation ou l'orientation, devront quant à elles, apporter le conseil personnalisé afin que le candidat fasse aboutir son projet de validation.

Référence Formation info

HARRINGTON F. Thomas

Le système Harrington O'shea " Pour un choix de carrière " et le " Guide pour l'exploration des compétences " : deux outils d'aide à l'élaboration du projet professionnel

L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE, pp. 145-161, 01/01/2003

Deux instruments d'évaluation américains, le système Harrington O'Shea " Pour un choix de carrière " et " le guide pour l'exploration des compétences " ont été construits afin de faciliter l'élaboration du projet professionnel. On en décrit les grandes lignes et on présente les principes théoriques qui ont guidé leur développement et qui orientent l'interprétation de leurs résultats. On présente aussi des résultats d'études qui corroborent la validité de ces instruments. Les observations ayant trait à l'interprétation des résultats des consultants suggèrent que les utilisateurs pourraient mieux employer ces outils pour élaborer leur projet professionnel dans la mesure où ces instruments les encouragent à explorer certaines options et à analyser minutieusement leurs chances de réussite (d'après le résumé de la revue).

Référence Formation info

BATAILLE Michel

L'accompagnement de l'implication dans le projet issu du bilan de compétences des salariés en activité

L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE, pp. 97-122, 01/01/2003

Cette recherche a amené les auteurs à élaborer un protocole permettant de faire émerger les caractéristiques individuelles des bénéficiaires d'un bilan de compétences et d'introduire un accompagnement spécifique du projet, fondé sur l'activation des composantes Sens/Repères/sentiment de Contrôle du modèle de l'implication personnelle. Les analyses statistiques démontrent un lien significatif entre accompagnement et concrétisation du projet (d'après le résumé de la revue).

Référence Formation info

ROMAINVILLE Marc

L'injonction au projet : paradoxale et infondée ? Approche longitudinale du choix d'études supérieures

L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE, pp. 31-51, 01/01/2003

On considère classiquement qu'un étudiant qui choisit sa filière d'études supérieures en fonction d'un projet personnel mûrement réfléchi maximise ses chances de réussite. La présente étude a pour but d'examiner de manière empirique et critique cette relation qui, bien qu'elle soit souvent posée a priori sans qu'on en vérifie la validité, étaye bon nombre de dispositifs d'information et d'orientation mis en place pour faciliter la transition entre le secondaire et le supérieur. A partir d'une enquête menée auprès de futurs étudiants et tout au long de leur première année d'étude, les auteurs situent plus finement le rôle du projet dans l'instauration d'une motivation aux études supérieures. Les résultats montrent combien l'injonction au projet peut se révéler, d'une part, paradoxale tant le choix s'est parfois fait sous la contrainte, et, d'autre part, infondée tant la focalisation sur un projet, surtout professionnel, peut faire passer l'étudiant à côté de ce qui serait central pour sa réussite, à savoir la construction d'un rapport positif aux savoirs universitaires.

Référence Formation info

LAMBERT Marion

La variété des modes de formation : usage et enjeux

FORMATION EMPLOI, pp. 50-66, 01/01/2003

Le recours aux diverses pratiques de formation n'est pas aléatoire : le contenu des enseignements, les motifs de départ en formation influencent un usage spécifique des modes de formation. Ainsi les formations en situation de travail s'opposent-elles aux autres pratiques ; moins sélectives, elles n'en demeurent pas moins adaptées à des besoins et des publics particuliers.(d'après le résumé de la revue).

Référence Formation info

Les dispositifs publics d'accompagnement des restructurations en 2001

PREMIERES SYNTHESSES, 10 p., 01/01/2003

Pour prévenir les licenciements collectifs ou en modérer les effets, les entreprises mobilisent les dispositifs publics d'accompagnement des restructurations aidés par l'Etat. En 2001, un peu plus de 84 600 personnes ont bénéficié d'un des dispositifs de reclassement accompagnant une restructuration, soit une diminution de 17 % par rapport à 2000. L'industrie est le secteur économique qui a le plus sollicité ces dispositifs, en particulier les secteurs des biens de consommation et des biens intermédiaires.

Référence Formation info

DAVID-AESCHLIMANN Renée

PACA : une Région pilote et partenaire de la formation

Inffo flash, pp.9-14, 01/11/2002

Résumé : Ce dossier fait le point sur la politique régionale de formation et d'emploi impulsée par la Région PACA. Le constat sur la relation emploi-formation défini par l'enquête de l'ORM (Observatoire régional des métiers), la mise en place de rencontres régionales de la formation professionnelle, la détermination de sept nouvelles orientations stratégiques sont développés. Ces dernières concernent le droit individuel à la formation, la création de parcours individualisés, le renforcement de la qualité de l'offre de formation qualifiante, la promotion d'une logique de proximité, le développement de l'accès à la formation tout au long de la vie, la reconnaissance du droit à l'expression des personnes en formation, l'amélioration de la commande publique de formation par la mise en place de procédures simples. L'interview de Michel Vauzelle, président

du Conseil régional PACA, complète le dossier ainsi que la mention des deux dispositifs régionaux sur la VAE (cellule interservice d'information-conseil et réseau régional des valideurs).

Référence Espace Compétences. 10.50-REV

Référence Formation info

Qualité de l'offre de formation : les pratiques régionales

ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, pp. 105-115, 01/11/2002

Les pratiques régionales pour améliorer la qualité et l'offre de formation professionnelle et d'apprentissage ont été au cœur des échanges de l'atelier du Comité de coordination des pratiques régionales de l'apprentissage et de la formation professionnelle (CCPR) du 30 octobre 2002, organisé en collaboration avec la DGEFP et le Centre Inffo, et animé par Philippe Morin, directeur d'Algora. Ce dossier regroupe l'essentiel des interventions orales de cette journée. Les articles reprennent les animations en séances plénières et les conclusions de chaque atelier, avec les échanges en groupe de travail ou lors du débat général. (résumé Centre Inffo)

Référence Formation info

La professionnalisation des acteurs de la formation et de l'insertion

AQUITAINE EDUCATION PERMANENTE, pp. 8-10, 01/10/2002

Cet article présente le résultat d'une concertation entre la direction de la formation professionnelle et de l'apprentissage du Conseil régional d'Aquitaine, la direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et l'AREPA/C2RF. Elle a permis de définir quatre axes d'intervention : la coordination du Programme de professionnalisation des acteurs de la formation et de l'insertion, le conseil auprès des acteurs, l'organisation d'échanges et de rencontres à l'occasion des journées d'information et enfin, la veille informationnelle sur l'évolution des métiers de la formation et de l'insertion.

Référence Formation info

ROCHEREAU Sabine

L'orientation professionnelle

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, pp. 6-8, 01/10/2002

L'auteur dresse l'historique de l'orientation professionnelle. On y découvre, en plus des dates

clés, les différentes définitions qui ont été données de ce concept au fil du temps.

Référence Formation info

ROCHEREAU Sabine

Valoriser la voie professionnelle et former aux métiers. Extrait de la conférence de presse du 13 novembre 2002 de Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, pp. 4-5, 01/10/2002

Luc Ferry, lors de la conférence de presse qu'il a donné le 13 novembre 2002, a posé la valorisation de la voie professionnelle comme priorité pour l'avenir du système éducatif. Le ministre de l'Education nationale propose, à cette fin, la mise en place de sept chantiers : mieux équilibrer les modes d'enseignement, mieux préparer l'entrée dans la voie professionnelle, améliorer l'information et l'orientation, promouvoir le "lycée des métiers", clarifier les parcours de formation, mieux adapter l'offre de formation et organiser les poursuites d'Études.

Référence Formation info

MOREAU Claude

Les TIC au service des nouveaux dispositifs de formation

EDUCATION PERMANENTE, 232 p., 01/10/2002

Formations ouvertes et à distance, technologie de l'information et de la communication : ces notions et ces pratiques ne sont certes pas nouvelles mais elles connaissent un regain d'actualité. Devant le foisonnement de slogans, de réalisations et de travaux de recherche, il devenait nécessaire de présenter l'état de la réflexion. C'est ce que propose ce numéro qui rassemble les meilleurs spécialistes du domaine. Le point de vue adopté est celui non pas de la technologie mais de l'innovation rendue possible par ces technologies. Innovation dans les dispositifs mis en place, innovation dans les relations entre les acteurs de la formation, innovation dans les dynamiques d'apprentissage qui impliquent différemment aussi bien les formateurs que les publics en formation. La thématique est celle de l'ouverture des formations à des modalités nouvelles, des dispositifs, des supports et des combinaisons inédites de ressources qui restent à développer et à découvrir. Ce numéro donne une image précise et réfléchie des bouleversements en cours, de leurs

conditions et de leurs limites. (d'après le résumé de la revue)

Référence Formation info

L'orientation : différence de comportement entre filles et garçons

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, pp. 13-14, 01/10/2002

Cet article met en parallèle les choix d'orientation des filles et des garçons lors des différents paliers de l'orientation que sont la fin de troisième et la fin de seconde. Un point est fait sur l'incidence du choix du type de baccalauréat sur les études supérieures.

Référence Formation info

Parcours professionnels : être ou ne pas être employable ?

TRAVAIL ET CHANGEMENT, pp. 7-18, 01/09/2002

Ce dossier consacré au thème de l'employabilité débute par une analyse de l'évolution de ce concept au cours du XXe siècle. Pour l'ANACT (Association Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail), l'employabilité ne dépend pas principalement de l'individu lui-même, mais de l'état du marché du travail. Deux expériences sont ensuite relatées : la pérennisation des emplois-jeunes à la mairie de Lille et le passage d'une politique de reclassement individuel au maintien collectif dans l'emploi dans l'entreprise Liotard (filiale du groupe Primagaz) en Indre-et-Loire. Le dossier se poursuit par une synthèse des résultats d'une enquête réalisée par le CEREQ (Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications) à la demande du MEDEF (Mouvement des Entreprises de France), dont l'objectif était d'étudier les pratiques de six branches professionnelles (chimie, textile, grande distribution alimentaire, assurance, services à la personne, travail temporaire) en matière de validation des qualifications. Le dernier article porte sur le dispositif de la validation des acquis de l'expérience.

Référence Formation info

BORDAGE CÉline

Insertion professionnelle : rénover les traces du passé, un tremplin pour l'avenir

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE, pp. 16-17, 01/06/2002

Présentation et analyse des opérations de chantiers écoles mises en place par l'association Tac Tic

dans certains villages du département de l'Aisne, visant notamment l'articulation entre aménagement local et insertion.

Référence Formation info

BERET Pierre

Projets professionnels et emplois ultérieurs : une analyse des mécanismes de l'insertion professionnelle

L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE, pp. 179-194, 01/06/2002

Les projets professionnels des jeunes en cours de scolarité doivent aussi être analysés du point de vue de leurs effets pratiques sur les emplois ultérieurement occupés. Pour cela, il faut d'une part replacer le projet dans une théorie qui rende intelligibles aussi bien ses conditions d'élaboration que ses modalités de mise en oeuvre, et d'autre part, au plan méthodologique, mettre en place un dispositif longitudinal à même de saisir des processus de cet ordre. Après l'examen de ces points, sont présentés les résultats d'une enquête empirique sur des jeunes hommes interrogés une première fois en classe de terminale technique et réinterrogés sept années plus tard. (d'après le résumé de la revue)

Référence Formation info

GROSJEAN Michèle; SARNIN Philippe

Les parcours professionnels

Education Permanente, pp.9-22, 05/2002

Résumé : Les transformations dans les parcours professionnels (mobilité interentreprises et mobilité professionnelle) apparaissent comme le résultat d'une contrainte liée aux changements des modes de gestion des entreprises, et cela est particulièrement marqué pour les catégories les moins qualifiés. Les questions que posent ces transformations sont nombreuses. Les individus peuvent-ils devenir " acteurs " de leur carrière ? Quelles significations ont ces nouvelles institutions essayant de " gérer " les parcours professionnels ? Une meilleure articulation des temps sociaux, de nouveaux cadres de reconnaissance de ces parcours complexes semblent nécessaires pour atténuer la charge psychique engendrée par l'incertitude croissant sur les parcours professionnels qui sont aussi des parcours de vie. (Résumé tiré d'Education Permanente)

Référence Espace Compétences. 4.1-REV

Géographie de l'insertion professionnelle : plus de difficultés dans les régions du Nord et du Sud

BREF CEREQ, 4 p., 01/05/2002

Les conditions d'insertion professionnelle des jeunes varient selon la région dans laquelle ils ont suivi leur formation initiale. La structure des niveaux de formation joue moins sur les disparités entre régions qu'on aurait pu le croire. Ces disparités s'expliquent par le taux du chômage et la nature du marché du travail dans chaque région, mais aussi par la mobilité des jeunes. Ils sont en effet nombreux à changer de région, que ce soit en cours d'études ou en début de vie active.

Référence Formation info

LEMAIRE Sylvie

Filles et garçons face à l'orientation

EDUCATION ET FORMATIONS, pp. 111-121, 01/04/2002

Si les filles se dirigent plus souvent vers des études longues à l'université, et les garçons vers une filière sélective, leurs choix correspondent aussi à des motivations spécifiques. Quelle que soit leur appartenance sociale ou leur réussite scolaire, les filles optent moins souvent pour une 1ère scientifique que les garçons. De même, en 1ère technologique comme en BEP, les sections industrielles restent le domaine réservé des garçons alors que les filles rejoignent en majorité les sections tertiaires. De telles différences expliquent, en partie seulement, celles que l'on retrouve dans l'enseignement supérieur.

Référence Formation info

VEGA Marie-Pierre

Un droit à la qualification en région PACA

Entreprise & carrières, pp.32, 19/03/2002

Résumé : La région Provence-Alpes Côte d'Azur crée un contrat d'accès à a qualification pour faciliter l'accès à l'emploi. L'objectif de ce contrat est de permettre au jeune ou aux adultes demandeurs d'emploi sans qualification professionnelle d'en acquérir une première. Ce contrat est assorti d'une rémunération, d'une couverture sociale. En conclusion l'article annonce les projet en cours du Conseil Régional PACA dans le secteur de la formation professionnelle : création d'Espaces ouverts d'éducation permanente ; mise en place d'un service pluraliste d'accueil, d'information, d'orientation et de validation des acquis ; structuration de l'offre de formation par grands domaines professionnels et en fonction des

besoins du territoire, etc...

Référence Espace Compétences. 10.50-REV

BROSSE Michel

Pour une régulation dynamique de la relation formation emploi

L'INDECIS, pp. 21-39, 01/03/2002

Aujourd'hui, il apparaît nécessaire de réhabiliter la formation professionnelle aux yeux des jeunes, de leur famille et même des enseignants, de la même manière qu'il semble important de maintenir une coopération entre l'école et l'entreprise. De plus, l'idée de formation tout au long de la vie doit s'affranchir d'une segmentation de la formation : initiale ou continue, sous statut scolaire ou statut de salarié. Enfin, la dimension qualitative doit prendre le pas sur la dimension quantitative pour accompagner l'évolution des structures d'offre de formation. Les données économiques actuellement disponibles, et qui s'appuient sur une logique d'offre de travail et de recrutement, doivent être complétées par une analyse de la demande sociale de formation et d'emploi, notamment à travers l'analyse des trajectoires scolaires et professionnelles.[d'après la conclusion]

Référence Formation info

Référence Espace Compétences – 10.20-REV

Collectif d'auteurs

Nouveaux enjeux : nouvelles formes d'organisation

POUR, pp. 126-156, 01/03/2002

Dans des organisations nouvelles comme dans les mouvements historiques, l'éducation populaire connaît une actualité renouvelée :- les Réseaux d'Echanges Réciproques de Savoirs (RERS) se développent,- le partenariat se construit ; il développe des actions de formation, d'insertion sociale et professionnelle centrées sur l'accompagnement de projets des personnes, de formation, d'insertion et de création d'entreprise,- les CEMEA se sont investis auprès des jeunes en errance avec plusieurs formes d'intervention. Le mécanisme de l'éducation populaire peut se résumer en quelques idées force : l'auto-éducation et l'émergence de la citoyenneté sur le terrain. Ce chapitre se termine sur une table ronde : "chemins ouverts à l'éducation populaire".

Référence Formation info

CAMBON Laurent

Désirabilité et utilité sociale, deux composantes de la valeur. Une exemplification dans l'analyse des activités professionnelles

L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE, pp. 75-96, 01/03/2002

Deux acceptions du terme "valeur" sont distinguées : la première renvoie aux affects et motivations qu'un individu peut éprouver pour un objet ; la seconde renvoie au fonctionnement social. Deux études tentent de les dissocier dans le cadre de l'évaluation d'activités professionnelles. Les hypothèses posaient que les activités liées à la production de valeurs devaient être perçues comme socialement plus utiles que celles en rapport avec l'entretien des forces de production alors que les dernières devaient être perçues de manières plus désirables que les premières. Pour cela, dans deux études, des étudiants devaient classer un ensemble d'activités en fonction de consignes d'utilité et de désirabilité. Dans l'ensemble, les résultats confirment les hypothèses. Des implications de cette distinction pour l'orientation professionnelle sont abordées en conclusion.

Référence Formation info

Collectif d'auteurs

Orientation : qui décide vraiment ?

LE MONDE DE L'EDUCATION, pp. 18-21, 01/03/2002

S'orienter, oui, chacun le souhaite. "Etre orienté" revêt déjà une tout autre signification. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles l'orientation scolaire a le don de déclencher un flot de critiques. Celles-ci sont parfois injustes, dans la mesure où l'on fait ainsi porter aux seules procédures d'orientation le poids de toutes les angoisses liées à l'insertion future et de toutes les blessures qui peuvent résulter de l'échec scolaire. Au sommaire de ce dossier : l'orientation en tant que travail collectif, la diminution de la contestation des décisions, l'importance des paliers d'orientation, les étudiants qui se fourvoient à l'université, les partenariats avec les entreprises, les représentations des métiers, les facteurs de l'orientation, les SEGPA. Une bibliographie complète le dossier.

Référence Formation info

FARVAQUE Nicolas

Le déploiement local de l'action publique en faveur de l'insertion des jeunes : le rôle des dispositifs. Le cas d'une mission locale

, pp.1-26, 05/02/2002

Résumé : L'angle d'analyse qui sera privilégié dans cette mise en perspective du régime et des dispositifs d'insertion en France, à travers le cas particulier des Missions Locales, sera celui des formes de jugement et, partant, des actions, visant à renforcer les capacités des personnes. Les ML, qui font l'objet de nos recherches, sont un terrain intéressant pour penser cette problématique de l'action de l'Etat, qui peut trouver nourrir un dialogue fertile avec les recherches sur l'économie sociale et solidaire. La logique, la volonté et le mode de fonctionnement de ce dispositif national sont présentés en première partie. On aborde le cadre institutionnel en référence à cette notion de capacités, qui peut aboutir à l'idée d'un Etat capacitaire. Une deuxième partie aborde un exemple de constitution de partenariat entre la ML et une entreprise, où l'intermédiaire qu'est la ML met en valeur le potentiel des jeunes plutôt qu'une "employabilité", qui est un jugement qui ne convient pas dans ces situations. Les dimensions non marchandes de son intermédiation sont explicitées. Enfin, la dernière partie évoque les recherches théoriques et empiriques en cours sur les modalités d'élaboration des innovations de cette action publique, depuis les lieux de réflexion sur les principes à défendre jusqu'aux lieux de pratique. On montre que ce processus agit dans les deux sens, à travers la remontée de bonnes pratiques. (résumé tiré de l'étude)

Référence Espace Compétences. 11.60-8

OSMONT Valérie

L'accompagnement au-delà des outils, une méthodologie

Actualité de la formation permanente, pp.39-46, 01/2002

Résumé : Constatant que les structures d'insertion avaient besoin d'une grille d'évaluation des parcours, Khaled Abichou et Valérie Osmont ont conçu voici plusieurs années le Protocole d'élaboration et d'évaluation des parcours d'insertion (Peepi), devenu depuis une véritable méthode d'ingénierie d'insertion sur un territoire donné. L'objectif du Peepi, explique Valérie Osmont, aujourd'hui consultante au sein du cabinet Sumak, est de permettre aux bénéficiaires d'identifier, en négociant avec un professionnel,

les points de force et les difficultés susceptibles de freiner leur insertion. Les parcours se construisent avec évaluation des acquis sociaux et techniques. Les offres d'insertion sont collectées par une cellule de suivi, qui réunit les acteurs du territoire et passe le relais à d'autres opérateurs tout en restant référent, avant d'évaluer les résultats. Environ 800 professionnels ont été formés à la démarche Peepi, intervenant potentiellement sur plus de 20 000 bénéficiaires de parcours d'insertion. Sumak engage actuellement une réflexion en vue de l'élaboration d'une norme qualité de l'insertion. (résumé tiré d'Actualité de la Formation Permanente)

Référence Espace Compétences. 11.5-REV

LEPLATRE Françoise; BARBE Laurent; BENOIT Thierry; JULIEN Céline; MAURIES Frédérique; GAZAVE Martine; OSMONT Valérie; CADET Jean-Paul; VERNET Jean-Michel; FREMINVILLE Solange (de); MAGNIER Jacqueline; CLAVIER Dominique; HELLOUIN Valérie; WAHBI Driss; TUGAL Marie

L'accompagnement des personnes en difficulté
Actualité de la formation permanente, pp.19-87, 01/2002

Résumé : Le verbe accompagner porte à la fois la marque d'un mouvement et d'une action : aller, marcher avec quelqu'un, se joindre à lui pour aller où il va. Le terme renvoie à toutes les métaphores du voyage, dont certaines ont donné leur nom à des dispositifs ou à des mesures. Il inclut l'idée d'une association, d'une présence, d'un engagement dans une action commune. L'accompagnateur doit "être avec", et non "agir à la place de", et rendre l'individu autonome, tâches qui peuvent apparaître paradoxales. La déontologie peut se matérialiser par une contractualisation avec l'utilisateur, des procédures d'appel en cas de désaccord, la protection des informations fournies par l'utilisateur, l'évaluation. L'accompagnement vise aussi à restaurer des rapports sociaux, il est donc souhaitable d'introduire une dimension collective. C'est une action de réseau. Parallèlement, l'accompagnateur, en tant que membre d'une institution, doit atteindre le plus souvent des objectifs d'intégration sociale, non nécessairement compatibles avec le désir profond de l'individu qu'il souhaite aider. (résumé tiré d'Actualité de la Formation Permanente)

Référence Espace Compétences. 11.5-REV

LAGNEL Geneviève;LAGNEL Guy

L'accompagnement, un trésor est caché dedans

Education Permanente, pp.79-85, 01/2002

Résumé : Trois sessions expérimentales d'accompagnement de " publics en difficultés " vers l'insertion se sont déroulé en région PACA, en 1998. Elles avaient pour but de mettre à l'épreuve et de valider des hypothèses de travail en matière d'accompagnement. L'accompagnement proposé dans ce cadre a pour but d'aider à une prise de conscience de la globalité des déterminismes qui pèsent sur la personne, des phénomènes de répétition, d'échec, des processus qui les ont générés afin qu'elle puisse changer d'attitude, modifier leur " regard ". (Résumé tiré d'Education Permanente)

Référence Espace Compétences. 11.5-REV

LEPLATRE Françoise

Accompagner : une question technique organisationnelle et éthique

Actualité de la formation permanente, pp.25-28, 01/2002

Résumé : L'utilisation du terme social s'est développée depuis plusieurs années, après avoir pris un essor particulier dans le cadre des politiques d'insertion. L'une des questions majeures tient à la façon dont les personnes accompagnées négocient les propositions qui leur sont faite. Cette réalité est le signe de la nécessité de prendre en compte les équilibres de vie. Pour Laurent Barbe, amené à aider des équipes dans leurs démarches, l'accompagnant doit comprendre ce qui peut fonctionner comme levier dans une dynamique individuelle, négocier des compromis complexes entre trouvés par les personnes et les prises de risque qui peuvent les faire avancer. Il doit entrer dans des relations de collaboration avec l'environnement, exigeantes sur le plan de la maturité professionnelle. Plus encore, l'organisation elle-même doit savoir négocier un certain nombre d'objectifs avec la commande publique. Ecouter les personnes accompagnées permet de mieux comprendre les effets et impacts des démarches sur les vies. (résumé tiré d'Actualité de la Formation Permanente)

Référence Espace Compétences. 7.13-REV

SPERONI Sonia

L'accompagnement soulève des questions éthiques

Education Permanente, pp.169-175, 01/2002

Résumé : La fonction d'accompagnement est

désormais bien lisible dans le champ de la formation et de l'emploi. Des questions d'argent y interviennent, des informations y circulent, du pouvoir s'y manifeste. L'accompagnateur, lié au bénéficiaire qu'il accompagne, l'est aussi à son employeur et au commanditaire. Comment éviter une réflexion éthique pour les accompagnateurs et pour les structures qui les emploient ? (Résumé tiré d'Education Permanente)

Référence Espace Compétences. 7.13-REV

SUISSE Claude

L'accompagnement dans tous ses états

Education Permanente, pp.129-135, 01/2002

Résumé : A partir de son expérience de formateur en secteur pré qualifiant, l'auteur tente de définir ce travail d'accompagnement et les questions qu'il soulève. Chaque accompagnement est une expérience différente et nouvelle. Est ce du " conseil ", de la " guidance " ou du " portage " ?. L'accompagnant et l'accompagné ne sont pas les seuls dans ce processus lent et difficile car de nombreuses interactions avec le groupe en formation interviennent. Le travail de l'accompagnement dans ses trois modalités (auto, hétéro et co-accompagnement) est de permettre que chaque expérience, en lien avec les précédentes, contribue à une meilleure adaptation au réel. (Résumé tiré d'Education Permanente)

Référence Espace Compétences. 7.13-REV

LEPLATRE Françoise;JULIEN Céline;MAURIES Frédérique

Les accompagnateurs : ce qu'ils disent de leur fonction

Actualité de la formation permanente, pp.34-37, 01/2002

Résumé : Une enquête conduite par une équipe du Centre Inffo auprès de 15 acteurs de l'accompagnement révèle qu'aucun n'est "accompagnateur" en tant que tel, mais bien formateur, moniteur d'atelier, prestataire de bilan de compétences, informateur, conseiller, assistant de service social ou encore médiateur. Tous estiment cependant que l'accompagnement fait partie intégrante de leur fonction. Il s'agit le plus souvent d'un engagement personnel, qui permet de "cheminer avec une personne", de jouer un rôle de médiation. L'accompagnateur doit être au côtés de l'accompagné, à son écoute, sans chercher à l'influence, sans transférer ses propres valeurs ou celles de l'institution. Les personnes interrogées appellent de leurs vœux davantage de travail

d'équipe et de réseaux, l'élaboration de parcours de formation à l'accompagnement. Ils accusent un manque de reconnaissance officielle, le temps qui y est consacré, que ce soit en matière d'insertion, d'emploi ou de formation, n'étant pas financé de manière distincte par les mesures existantes ni pris en compte dans le budget des institutions. L'accompagnement jugent-ils, n'est pas mis en valeur dans leur activité. (résumé tiré d'Actualité de la Formation Permanente)

Référence Espace Compétences. 7.31-REV

*REVEILLE Cécile; CAZORLA
Sabrine; BERENGUEL Bruno; INTHAVONG
Somoudom; BOYER Annie; DINNEQUIN
Sylvette; MAUREL Edith*

Le Plan Régional de Développement des Formations

Impact PACA, pp.7-10, 12/2001

Résumé : Le PRDF (Plan Régional de Développement des Formations) constitue un enjeu majeur pour l'Etat et la région PACA qui entendent bien utiliser tous les outils pour sa réussite. Avec au premier rang, les trois centres ressources investis dans l'ensemble du processus. Ce dossier présente 1 - les objectifs et la démarche du PRDF ; 2 - Les 5 groupes thématiques sur les thèmes suivants : " La prise en compte de la demande sociale de formation ", " La mise en cohérence des dispositifs de formation professionnelle ", " L'approche territoriale de la formation ", " La diversité professionnelle des demandes de qualification ", " La politique régionale d'information " ; 3 - Le rôle de la formation ouverte et à distance dans l'évolution de l'offre régionale de formation .

Référence Espace Compétences. 10.50-REV

Référence Formation info

MEHAUT Philippe

Gouverner les systèmes de formation professionnelle : planification, marché, coordination ?

Formation emploi, pp.225-234, 12/2001

Résumé : Les conceptions des relations entre travail, emploi et formation ont profondément évolué dans les dernières décennies. Analyses scientifiques, évolution des référents de l'action publique y ont contribué. Mais ce sont aussi les modalités de l'action publique qui se sont transformées. Les attentes vis-à-vis d'une planification centralisée, fortes dans les années 70, n'ont pas résisté aux fortes critiques scientifiques

et techniques et à la montée du chômage. De nouveaux outils reposent aujourd'hui sur une coordination plus décentralisée entre acteurs, sur l'utilisation de diverses incitations accompagnant le projet et le contrat. La maîtrise d'une information fine devient un enjeu de ces processus. Les modes de pilotage des systèmes de formation professionnelle sont alors des composants à part entière des relations formation emploi qu'il convient d'intégrer aux modèles d'analyses. (Résumé de Formation Emploi)

Référence Espace Compétences. 10.22-REV

CHIRACHE Sylvère

Analyse des liens formation-emploi chez les jeunes débutants

NOTE D'INFORMATION, 5 p., 01/12/2001

Synthèse de l'étude réalisée en 2000-2001 pour la mission Education-Economie-Emploi intitulée "Analyse des liens formation-emploi chez les jeunes débutants". L'objectif de cette étude était de mieux cerner l'articulation entre le système de formation et l'embauche des jeunes dans huit domaines professionnels. (d'après le résumé de la revue)

Référence Formation info

COTTAVOZ, Jean-François

"Un diagnostic commun, des objectifs partagés"

IMPACT Provence Alpes Côte d'Azur, 4 p., 01/12/2001

Pascale Gérard, présidente de la Commission formation continue et apprentissage du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur, et Yves Chambarlhac, directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ont accepté début décembre de faire ensemble un tour d'horizon du monde de l'emploi et de la formation. Dialogue.

Référence Formation info

BOREL Patrice

La formation au coeur du dispositif de lutte contre les exclusions

ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, pp. 121-124, 01/11/2001

Le projet d'action personnalisé pour un nouveau départ (PAP-ND) a été développé par les pouvoirs publics pour renforcer sa politique en faveur de l'emploi pour tous. Il s'agit d'accélérer le retour à l'emploi de tous les demandeurs d'emploi indemnisés ou non, en particulier les publics les

plus éloignés du marché du travail. L'objectif de cette mesure, associée à d'autres dispositifs, est la baisse du chômage de longue durée et la lutte contre les exclusions. La nouvelle convention d'assurance-chômage prévoit une intensification du PAP-ND. Ce dispositif mobilise fortement le service public de l'emploi (SPE). Les modalités d'accès à la formation des demandeurs d'emploi sont organisées dans le cadre d'une complémentarité de services entre l'ANPE et ses partenaires, notamment l'AFPA. Outre un état des lieux sur ces thèmes, cette contribution d'un collaborateur de la DGEFP détaille et commente : les principes fondateurs, les objectifs et les enjeux du système mis en place, les modalités et les conditions de mises en oeuvre du dispositif, la place et l'intervention du régime d'assurance-chômage comme nouvel acteur de la formation professionnelle. La place et le rôle du SPE est fortement mis en avant dans le cadre de la territorialisation des actions et de la coopération des acteurs. On trouvera, à la fin de ce propos, des développements concernant : les retombées du projet de loi de démocratie de proximité (PLDP) qui devrait optimiser le plan régional de formation professionnelle des jeunes (PRDFJ) pour aboutir au "PRDFJA". A noter, un encadré sur les spécificités de l'allocation de fin de formation (AFF). (d'après le résumé)

Référence Formation info

NICOLAS Claire

La co-construction, une dynamique au service des salariés et des adhérents

ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, pp. 79-90, 01/11/2001

Parce que la conduite d'une politique de branche par un OPCA "peut et doit être regardée comme une prestation de conseil à ses adhérents" pour accompagner les évolutions des salariés et des organisations, Promofaf, OPCA du secteur sanitaire et social privé à but non lucratif, illustre à travers deux expériences sa capacité à articuler des réponses individualisées et répondant à des problématiques transversales du secteur.

Référence Formation info

Référence Espace Compétences – 10.15-REV

BEL Maïten

Quelle formation pour les territoires et quels territoires pour la formation ?

Actualité de la formation permanente, pp.50-55, 06/2001

Résumé : Depuis quelques années, la question des liens qu'entretiennent formation et territoires prend de l'ampleur. Pourtant la formation est répartie de façon inégale sur l'espace national. Mais aujourd'hui, les niveaux où se prennent les décisions en matière de construction de la formation, les acteurs impliqués ont changé. La régulation de l'offre de formation, notamment au regard de sa relation avec l'emploi, se pose de façon différente et oblige à prendre en compte de façon plus importante la dimension territoriale.

Référence Espace Compétences. 10.20-REV

MERINI Corinne

Vers une analyse de la mise en place du projet professionnel à l'université

L'INDECIS, pp. 5-17, 01/06/2001

Cet article montre comment le module "Projet professionnel de l'étudiant" se met en place à l'université, comment évolue le profil de ceux qui vont encadrer les groupes d'étudiants, à quelles conditions un tel enseignement peut se pérenniser. A travers les articles suivants (pp. 19 à 46) , il est suivi de plusieurs témoignages en relation avec ce module. Bibliographie.

Référence Formation info

GERARD Françoise

Quelle demande de formation pour les acteurs de la formation et de l'insertion ?

ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, pp. 75-81, 01/03/2001

Les centres de ressources régionaux réunis dans ED2F ont pour mission d'organiser pour le compte des pouvoirs publics les plans régionaux annuels de formation et de professionnalisation destinés aux acteurs de la formation et de l'insertion. Cet article présente l'analyse de l'évolution de la demande telle que la perçoivent ces centres, ainsi que les réponses qu'ils y apportent. En encadrés, les témoignages de différents centres régionaux (l'ARIFOR en Champagne-Ardenne, l'Espace formateurs en Rhône-Alpes et le CIRFFI en Midi-Pyrénées) éclairent diverses pratiques et illustrent comment, en une dizaine d'années, les missions mêmes des centres ont pu évoluer dans le sens de l'accompagnement à la professionnalisation des acteurs.

Référence Formation info

LE BOUEDEC Guy

Accompagnement ou médiation

Revue Histoires de vie, pp.67-73, 01/2001

Résumé : L'emploi du terme " accompagnement " soulève l'engouement dans les milieux éducatifs, pastoraux et ceux de l'insertion et de la formation. Or si cette vogue du terme n'est pas sans signification positive, elle n'est pas non plus sans ambiguïté. L'auteur s'efforce d'apporter ici une clarification à ce qui est en jeu dans cet emploi généralisé. Dans un premier temps il montre quelles sont les raisons anthropologiques qui rendent aujourd'hui insupportable une posture éducative comme celle de direction, telle qu'elle pouvait être adoptée. Dans un deuxième temps, l'auteur met en évidence que le recours généralisé à la posture d'accompagnement conduit à oblitérer des rôles qui étaient autrefois valorisés et qui demeurent décisifs malgré leur moindre reconnaissance. Cela permet dans un troisième temps de montrer la spécificité de l'accompagnement et de suggérer qu'on pourrait en rendre compte de manière adéquate avec la notion de médiation, si l'on veut bien comprendre celle-ci dans le double sens d'intervention et de cheminement.

Référence Espace Compétences. 7.13-REV

CAPDEVIELLE Valérie

Bilan de compétences et transition professionnelle : réduire ou produire de l'incertitude ?

L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE, pp. 87-108, 01/01/2001

Le but de cette recherche est d'explorer les relations entre les incertitudes qui semblent caractériser les transitions professionnelles des consultants et leurs attentes par rapport à la démarche de bilan et les liaisons entre les fonctions du bilan et les doutes levés ou qui subsistent.

Référence Formation info

MAYER Francine

La compétence en accompagnement d'insertion : un processus transactionnel dialogique

Formation & Territoire, pp.105-120, 07/2000

Résumé : A l'heure où la fonction accompagnement inonde les sciences humaines et émerge particulièrement dans le secteur social, de nombreux dispositifs sont " allumés souvent en contre-feu d'un processus de fractures sociopersonnelles "(Pineau 1998 page 10).

L'accompagnement rassemble en son sein des interrogations se situant transversalement dans les champs professionnel, social, existentiel et personnel d'autant que le processus d'insertion qu'engage la personne exclue amène à travailler sur ces différents champs. Il s'inscrit dans un espace et un temps donnés ou construits. Il représente un parcours, un chemin suivi ensemble qui prend place dans l'histoire de deux vies : celle de l'accompagné et celle de l'accompagnateur.

Référence Espace Compétences. 11.5-REV

PERRY Elisabeth

La fonction soutien accompagnement : au delà de la mesure technique d'un dispositif d'accompagnement de personnes en difficulté dans le cadre d'une politique publique d'insertion

Formation & Territoire, pp.29-43, 07/2000

Résumé : La fonction soutien accompagnement apparaît souvent noyée dans l'ensemble des fonctions inhérentes au métier de formateur, d'éducateur ou de professeur technique. L'isoler est difficile en soi, aussi l'explication des pratiques et des procédures qu'elle recouvre s'avère délicate mais indispensable.

Référence Espace Compétences. 11.5-REV

SPERONI Sonia

L'accompagnement vers la formation et l'emploi, émergence et analyse d'une pratique

Formation & Territoire, pp.19-27, 07/2000

Résumé : Les pratiques d'accompagnement, si elles semblent récentes, ne sont pas apparues brutalement dans le champ de la formation et de l'emploi : des ambition collectives d'après guerre aux exigences actuelles d'individualisation, les pratiques de formation participent d'un environnement social, économique et politique dans une période de forte évolution. L'article s'efforce de rendre visible un double mouvement, contradictoire en apparence, vers un traitement massif et l'individualisation des mesures. Après cet aperçu socio-historique, un éclairage sémantique présente les significations profondes du terme accompagnement comme support d'une réflexion sur le sens pour le professionnel de ces pratiques en construction.

Référence Espace Compétences. 11.5-REV

TURKAL Laurence

Les histoires de vie : théories et pratiques

EDUCATION PERMANENTE, 244 p.,
01/01/2000

An 2000 : où en sont les histoires de vie comme démarche de formation depuis 1984 (date de parution du n° 72-73 d'éducation permanente paru sur ce même thème) ? L'histoire de vie s'est largement développée et concerne de nombreux domaines : travail social, orientation reconnaissance et validation des acquis, démarches de bilan, développement personnel, pratiques d'écritures...Des auteurs font le point sur les travaux publiés depuis quinze ans, d'autres interrogent les fondements théoriques de ces démarches et les règles éthiques que requiert l'utilisation des histoires de vie.

Référence Formation info

DEVEAUD Josiane

Réflexion autour de la fonction d'accompagnement

Cahiers de la Promotion Sociale (Les), pp.6-7,
12/1999

Résumé : Le concept d'accompagnement s'est progressivement imposé aux multiples acteurs agissant dans le champ de l'insertion et de la formation professionnelle. " Accompagner " devient progressivement une fonction à part entière, qui s'inspire des pratiques sociale, qui mobilise de nombreux professionnels, qui s'inscrit de plus en plus dans la mise en œuvre de politiques publiques, en direction des personnes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle. Les pratiques d'accompagnement offrent de nombreux éléments structurants qui permettent de mieux appréhender les contours de cette fonction. L'accompagnateur inscrit son intervention professionnelle dans une relation d'échange et d'engagement réciproque. Il doit aider la personne à retrouver des repères, des codes sociaux, ainsi en l'amenant à jouer son statut de citoyen à part entière, il joue un rôle de médiateur entre individus et institutions. Comme toute pratique professionnelle qui s'intéresse à la construction du lien social, l'accompagnement garde son ambivalence en ce qui concerne notamment les représentations sociales de ceux qui le mettent en œuvre. L'accompagnement est difficilement définissable comme une pratique unifiée ou une fonction clairement identifiée. On peut observer une manière innovante de concilier des approches trop souvent antagonistes. Les pratiques

d'accompagnement cherchent à gérer des tensions comme celles qui existent entre " protéger la personne " et " la re-dynamiser ".

Référence Espace Compétences. 7.13-REV

FREY Marie-France

L'accompagnement, émergence d'une pratique en formation d'adulte

Cahiers de la Promotion Sociale (Les), pp.8-15,
12/1999

Résumé : Si elles sont récentes les pratiques d'accompagnement, ne sont pas apparues brutalement dans le champ de la formation et de l'insertion. Le contexte qui a vu et provoqué l'émergence de cette pratique est repérable dans les textes législatifs, la presse et des ouvrages spécialisés traitant des questions d'emploi, d'orientation et de formation professionnelle. Cet article s'efforce de rendre visible un double mouvement, contradictoire en apparence, vers un traitement massif et l'individualisation des mesures. Après cet aperçu socio historique, un éclairage sémantique présente les significations profondes du terme " Accompagnement " comme support d'une réflexion sur le sens, pour le professionnel, de ces pratiques en construction.

Référence Espace Compétences. 7.13-REV

SPERONI Sonia;MALKA Jean

La traçabilité des parcours de formation

Cahiers de la Promotion Sociale (Les), pp.29-31,
10/1999

Résumé : Les personnes qui recherchent une formation, et qui s'adressent à des lieux d'accueil ou à des organismes de formation, sont contraintes de décrire leurs parcours antérieur et leur projet autant de fois qu'ils visitent de structures ; elles peuvent également, selon les situation, être soumise à autant de fiches d'accueil, de " positionnement ", donnant lieu à autant de corrections...et ce, dans un contexte où elles ont du mal à s'approprier leur itinéraire et à le rendre lisible à leurs interlocuteurs. Le Greta Charente avec l'appui de Cafoc et du Cibc Charente a mené une étude auprès de structures d'accueil, des structures de bilans et prestataires de formation de Charente afin de réfléchir aux solutions à imaginer sur le département.

Référence Espace Compétences. 00

PERRAULT Joël

Evolution de l'offre de formation et de services connexes en relation avec une problématique locale

Cahiers de la Promotion Sociale (Les), pp.14-15, 10/1999

Résumé : La Chambre de métiers de Charente a piloté un projet d'étude concernant la prise en compte des besoins de formation, issus des projets de développement locaux. L'hypothèse de départ était que les axes de développement mis en place sur un territoire pouvaient générer des besoins en termes d'emploi et de formation. Il s'agissait également d'observer les mécanismes de prise en compte de ces besoins dans l'offre du territoire. Testé sur deux territoires, Chasseneuil et Jonzac, ce sont les résultats intermédiaires de l'enquête qui sont présentés ici.

Référence Espace Compétences. 10.11-REV

LAULANET Denis

Enquête sur le public et la demande n'ayant pu être intégrés dans l'offre des organismes de formation

Cahiers de la Promotion Sociale (Les), pp.16-23, 10/1999

Résumé : Dans le cadre de la rénovation de la Promotion Sociale en Poitou Charentes, le groupe de travail " offre de services " a mené une réflexion portant sur l'optimisation de l'information et l'orientation du public, et sur l'évolution de l'offre des organismes de formation.

Fort du constat que les organismes de formation n'exploitaient pas suffisamment les informations qui leur arrivaient au jour le jour au contact du public, le GRETA Charente a piloté une expérimentation permettant d'exploiter les demandes de formation qui ne trouvaient pas de réponse, en vue d'améliorer l'offre et de faire remonter des informations aux partenaires concernés. Si cette démarche permet une optimisation certaine de la qualité de la réponse aux demandes, il est à noter qu'elle est complémentaire d'une analyse des besoins en formation non formulés (rôle des orienteurs en amont des organismes de formation), et qu'elle n'est pas non plus conçue pour prendre en compte l'évolution des compétences nécessaires aux entreprises du territoire.

Référence Espace Compétences. 10.11-REV

GEORGES Claude

Accompagnement du projet professionnel et personnel en formation alternée

Formation & Territoire, pp.61-66, 09/1999

Résumé : L'article essaye de répondre à la question suivante : Comment mettre en œuvre une prise en compte de la personne et de son projet dans un parcours de formation, qui crée une motivation suffisante pour finaliser ce parcours, au travers d'une effective insertion sociale et professionnelle ?

Référence Espace Compétences. 11.71-REV